



Bilan consolidé 2011-2015 de mise en œuvre de l'Initiative 3N

« Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »



Sommaire

Liste des tableaux.....	i
Liste des graphiques.....	ii
Résumé.....	iii
INTRODUCTION.....	1
I. RAPPEL DU CONTEXTE, OBJECTIFS D'ELABORATION ET DE MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N	3
1.1. Contexte et objectifs d'élaboration de l'Initiative 3N	3
1.2. Processus de mise en œuvre de l'Initiative 3N.....	3
1.2.1. Programme d'Urgence 2011-2012	4
1.2.2. Plan d'Investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N.....	4
1.2.4. Plan d'Accélération 2014-2015 de l'Initiative 3N	7
II. RESULTATS DU PROGRAMME D'URGENCE 2011-2012	9
III. RESULTATS DU PLAN D'INVESTISSEMENT 2012-2015	13
3.1. Axe stratégique 1 : Accroissement des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques.....	13
3.1.1. PIP 1 : Amélioration de la productivité et des revenus agricoles par la maîtrise d'eau.....	13
3.1.2. PIP 2 : Modernisation des systèmes de production sous pluies	16
3.1.3. PIP 3 : Sécurisation des systèmes de productions animales	18
3.1.4. PIP 4 : Intensification des productions animales à cycle long.....	19
3.1.5. PIP 5 : Intensification des productions animales à cycle court	22
3.1.6. PIP 6 : Gestion durable des terres et des écosystèmes.....	23
3.1.7. PIP 7 : Valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux.....	24
3.2. Axe stratégique 2 : Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires	25
3.2.1. PIP 8 : Transformation et commercialisation des produits alimentaires et agroalimentaires.....	25
3.3. Axe stratégique 3 : Amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, aux crises et aux catastrophes	27
3.3.1. PIP 9 : Prévention et gestion des crises alimentaires.....	27
3.4. Axe stratégique 4 : Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et nigériens	29
3.4.1. PIP 10 : Prévention et prise en charge de la malnutrition.....	29
3.5. Axe stratégique 5 : Animation, coordination de l'Initiative 3N et impulsion des réformes.....	33
3.5.1. PIP 11 : Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'Initiative 3N	33

IV. NIVEAU DE FINANCEMENT DU PLAN D'INVESTISSEMENT 2012-2015 DE L'INITIATIVE 3N	40
4.1. Mobilisation des ressources	40
4.2. Niveau des financements par Axe stratégique et par Programme d'investissement prioritaire.....	42
4.3. Niveau d'exécution des financements	46
4.4. Contribution au PIB	47
V. DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS ENVISAGEES	48
5.1. Difficultés rencontrées	48
5.2. Solutions envisagées.....	48
VI. PERSPECTIVES POUR LA PHASE 2016-2020 DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N	49
CONCLUSION	50

Liste des tableaux

Tableau 1 : Programmes d'Investissement Prioritaire du Plan d'Investissement de l'Initiative 3N	5
Tableau 2 : Objectifs ciblés du Plan d'Investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N.....	6
Tableau 3 : Maîtrise d'ouvrages des PIP.....	7
Tableau 4 : Maître d'Ouvrage des composantes du Plan d'Accélération 2014-2015 de l'Initiative 3N.....	8
Tableau 5 : Activités réalisées dans le domaine de l'agriculture.....	9
Tableau 6 : Activités réalisées dans le domaine de l'élevage.....	10
Tableau 7 : Principales réalisations physiques de la mise en œuvre du Programme d'urgence 2011-2012 ..	12
Tableau 8 : Bilan des réhabilitation/confortation des superficies des terres irriguées	14
Tableau 9 : Bilan de réalisation des ouvrages de mobilisation des eaux	14
Tableau 10 : Evolution des productions agricoles pluviales.....	17
Tableau 11 : Evolution des productions des cultures de rente	18
Tableau 12 : Sécurisation des productions animales	19
Tableau 13 : Evolution de la production laitière de 2011 à 2015.....	20
Tableau 14 : Niveaux des productions animales entre 2011 et 2015	21
Tableau 15 : Production de cuirs et peaux entre 2011 et 2015	22
Tableau 16 : Bilan des réalisations liées à la gestion durable des terres et des écosystèmes.....	24
Tableau 17 : Gestion des déchets urbains.....	24
Tableau 18 : Bilan des réalisations liées aux quantités annuelles de gomme produite par région	24
Tableau 19 : Réalisation dans le domaine de transformation et commercialisation des produits alimentaires et agroalimentaires	25
Tableau 20 : Evolution des prix à la consommation des principales denrées alimentaires.....	26
Tableau 21 : Evolution des importations et des exportations de produits agro-sylvo-pastoraux.....	26
Tableau 22 : Bilan des réalisations liées à la gestion des crises alimentaires	28
Tableau 23 : Résultats en matière d'amélioration de l'état nutritionnel.....	30
Tableau 24 : Bilan des réalisations liées à la prévention et prise en charge de la malnutrition	30
Tableau 25 : Bilan des réalisations dans le domaine de l'amélioration de la Nutrition	31
Tableau 26 : Principales réalisations physiques de la mise en œuvre du Plan d'investissement 2012-2015 .	38
Tableau 27 : Décomposition prévisions des financements 2012-2015 par année	40
Tableau 28 : Décomposition des financements par typologie de partenaires financiers 2012-2015.....	41
Tableau 29 : Financement du Plan d'investissement par type de financement 2012-2015.....	41
Tableau 30 : Financement du Plan d'Investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N	42
Tableau 31 : Financement du Plan d'Investissement 2012-2015 par axe stratégique	43
Tableau 32 : Financement du PIP 1 au PIP 7 de 2012 à 2015.....	44
Tableau 33 : Financement du PIP 8 de 2012 à 2015	44
Tableau 34 : Financement du PIP 9 de 2012 à 2015	45
Tableau 35 : Financement du PIP 10 de 2012 à 2015	45
Tableau 36 : Financement du PIP 11 de 2012 à 2015	46
Tableau 37 : Taux de croissance du PIB réel global et du secteur primaire de 2011 à 2015	47

Liste des graphiques

Graphique 1 : Accroissement des superficies sous irrigation de 2011 à 2015	14
Graphique 2 : Evolution de la production agricole irriguée en équivalent céréalier de 2011 à 2014	15
Graphique 3 : Evolution de la production céréalière de 2011 à 2015.....	17
Graphique 4 : Evolution de la production laitière de 2011 à 2015	21
Graphique 5 : Evolution des quantités cumulées de viande contrôlée de 2011 à 2015	22
Graphique 6 : Evolution des superficies dégradées récupérées de 2011 à 2015	23
Graphique 7 : Décomposition des financements 2012-2015 par année.....	40
Graphique 8 : Décomposition des financements par typologie de partenaires financiers 2012-2015	40
Graphique 9 : Financement du Plan d'investissement par type de financement 2012-2015.....	41
Graphique 10 : Financement du Plan d'Investissement 2012-2015 par axe stratégique	43
Graphique 11 : Evolution des financements relatifs à l'Axe stratégique 1 de 2012 à 2015.....	43
Graphique 12 : Evolution des financements relatifs à l'Axe stratégique 2 de 2012 à 2015.....	44
Graphique 13 : Evolution des financements relatifs à l'Axe stratégique 3 de 2012 à 2015.....	45
Graphique 14 : Evolution des financements relatifs à l'Axe stratégique 4 de 2012 à 2015.....	46
Graphique 15 : Evolution des financements relatifs à l'Axe stratégique 5 de 2012 à 2015.....	46

Avant-propos

La Stratégie de l'Initiative 3N pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et le Développement Agricole Durable adoptée par décret 2012-139/PRN du 18 Avril 2012, a pour objectif global de « contribuer à mettre durablement les populations nigériennes à l'abri de la faim et de la malnutrition et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus ». De façon spécifique, il s'agit de renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes.

Avec son approche multisectorielle et multi-acteurs, l'Initiative 3N est le principal cadre de référence pour les interventions actuelles et futures en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle des administrations publiques, des collectivités territoriales et des acteurs non étatiques à l'horizon 2035. Elle constitue également une référence pour la collaboration entre l'Etat, les Partenaires Techniques et Financiers, les Organisations des Producteurs, les ONG/AD, le secteur privé, et la société civile.

L'Initiative 3N comporte cinq (5) axes stratégiques déclinés dans le Plan d'Investissement 2012-2015 en onze (11) Programmes d'Investissements Prioritaires (PIP) qui font l'objet de cette présente analyse.

Après cinq (5) ans de mise en œuvre, l'Initiative 3N a enregistré des résultats significatifs par la concrétisation d'importants chantiers. Plusieurs réalisations ont été obtenues contribuant ainsi à la satisfaction des besoins essentiels des populations. Outre le financement du Programme d'Urgence 2011-2012 estimé à 155 milliards de FCFA, le Plan d'Investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N, qui prévoyait la mobilisation de 1 000,185 milliards de FCFA, a obtenu des financements évalués à hauteur de 1 194,36 milliards, correspondant à un taux de mobilisation de fonds de 119,43%. De ce montant, l'exécution budgétaire des fonds mobilisés, avant terme est de 85%.

Cela s'est traduit par la réalisation d'infrastructures d'irrigation (aménagement de nouvelles terres, réhabilitation des anciennes, construction des seuils et barrages et surcreusement des mares), l'approvisionnement régulier des producteurs en intrants et en céréales, l'amélioration de la productivité et de la santé du cheptel, la restauration de l'environnement et la prévention et la gestion des crises et catastrophes.

La combinaison de tous ces investissements a valu au Niger de faire un pas dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD 1), particulièrement la cible 1 de l'OMD 1 « éliminer l'extrême pauvreté et la faim » et la cible 5 de l'OMD 4 « réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans ». Ces progrès sont reconnus respectivement par la FAO et l'OMS qui ont décerné au Niger des témoignages.

Les résultats positifs issus de la mise en œuvre de l'Initiative 3N pendant la période 2011-2015 sont favorisés essentiellement par la mutualisation des efforts des bénéficiaires, des services techniques de l'Etat, des Partenaires Techniques et Financiers et des acteurs non étatiques.

Sans risque de se tromper, nous pouvons dire que le Niger est sur le bon chemin et est en marche pour l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle mais également pour l'amélioration des conditions de vie des populations en majorité rurales.

Le Haut-Commissaire à l'Initiative 3N



Dr OUENDEBA BOTOROU

Résumé

Principal cadre de référence pour les interventions en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle, la Stratégie de l'Initiative 3N « *Les Nigériens Nourrissent les Nigériens* », adoptée en 2012, vise à « **contribuer à mettre durablement les populations nigériennes à l'abri de la faim et de la malnutrition et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus** ». Elle veut ainsi s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, à travers la mise en œuvre d'un ensemble cohérent de réformes et d'actions d'investissements.

Par le biais de ses différentes programmations successives, la mise en œuvre de l'Initiative 3N a permis de réaliser des résultats notables :

1. Le Programme d'Urgence, mise en œuvre réussie d'une réponse adéquate et cohérente à la crise alimentaire de 2011-2012

La mise en vigueur de l'Initiative 3N a coïncidé, d'emblée, avec l'avènement d'une crise alimentaire en 2011. Les acteurs de l'Initiative 3N ont su répondre de manière adéquate à ce défi, à travers la mise en œuvre d'un Programme d'Urgence d'un coût estimatif de 155 milliards de FCFA (dont 58 milliards de Cash transfert). Celui-ci a non seulement permis d'atténuer les effets de cette crise alimentaire, mais de démontrer également la valeur ajoutée de l'Initiative 3N, qui réside dans son approche d'anticipation avec comme Leitmotiv « qu'une sécheresse ne doit pas être synonyme de famine ».

En effet, dès les premiers signes de déficits céréalier (692 000 tonnes) et fourrager (+ 10 millions de tonnes de matières sèches), un ensemble de mesures a été décidé, dont : (i) un appui aux cultures irriguées, pour fournir aux producteurs concernés une alternative à la production, (ii) un appui à la campagne pastorale, pour permettre aux pasteurs de minimiser les pertes, à travers la mise en œuvre de mesures de déstockage et de facilitation à l'accès aux aliments bétail, (iii) un appui aux travaux environnementaux pour permettre aux producteurs de générer des revenus en attendant les revenus issus des cultures irriguées, (iv) la mise en œuvre d'un plan de soutien spécifique aux personnes vulnérables, (v) la reconstitution du stock national de sécurité et, (vi) la mise en œuvre d'un programme de production de semences.

Parmi les acquis-phares de la mise en œuvre de ce programme d'urgence 2011-2012 figurent : (i) la réhabilitation ou l'aménagement de 5 137 hectares de sites maraîchers, (ii) le fonçage de 1 264 puits et de 3 918 forages maraîchers, (iii) la réalisation de 228 000 mètres linéaires de réseau californien, (iv) la mise à la disposition de 3 918 motopompes, (v) la mise en valeur de 107 829 ha d'aménagements hydro-agricoles, (vi) la mise à la disposition de 1 530 tonnes de semences de cultures irriguées dont 297 tonnes de céréales (120 tonnes destinées à la production de semences), (vii) la distribution de 120 000 petits ruminants aux groupes vulnérables, (viii) la vaccination de 8 224 967 animaux (contre une moyenne annuelle précédente de 2 238 122), (ix) la mise en place de 20 500 tonnes d'aliments pour bétail, (x) la récupération de 52 470 ha de terres dégradées, (xi) la fixation de 12 711 ha de dunes, et (xii) les opérations de cash for work à hauteur de 9,3 milliards de FCFA et le cash transfert pour un montant de 57,8 milliards de FCFA.

Aussi, l'étude nationale sur la nutrition a révélé une moyenne nationale de malnutrition aiguë globale (MAG) de 15%, toutefois, les actions engagées ont permis d'obtenir une diminution de 5,8% de la prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans en 2012.

2. Des acquis notables à travers la mise en œuvre des Programmations opérationnelles successives de l'Initiative 3N dans la période 2011-2015

Les éléments chiffrés compris dans le Programme du Président de la République pour la Renaissance du Niger, repris dans le cadre de la déclaration de politique générale du Premier Ministre, fournissent la base de la Programmation opérationnelle de l'Initiative 3N. Un Programme Intérimaire de l'Action Gouvernementale a cadré les actions de l'Initiative 3N pour la période 2011-2012, en attendant la finalisation du document de la Stratégie. Cette programmation a été relayée par le Plan d'investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N, en tant que déclinaison sectorielle du PDES (axes 3 : Sécurité alimentaire et développement agricole durable et partiellement 2 et 5), qui comporte onze (11) Programmes d'Investissements Prioritaires (PIP) dont le coût global a été estimé à 1 000,815 milliards de FCFA. Le Plan d'accélération 2014-2015 de la mise en œuvre de l'Initiative 3N, qui s'en est rajouté, a opéré un recentrage sur les cibles les plus essentielles à atteindre à l'échelle 2015, avec comme objectif de booster leur réalisation effective et de favoriser une plus grande visibilité des acquis de l'Initiative 3N.

Sur l'ensemble de la période 2011-2015, Programme d'urgence 2011-2012 compris, des acquis notables ont été enregistrés. Outre le financement du programme d'urgence, le Plan d'Investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N a obtenu des financements évalués à hauteur de 1 194,36 milliards, correspondant à un taux de mobilisation de fonds de 119,43%. De ce montant, l'exécution budgétaire des fonds mobilisés est de 85%. Sur le total de 1 194,36 milliards de FCFA, l'Etat a injecté dans le Plan d'Investissement 2012-2015 un montant de 278,65 milliards de FCFA soit 23,33% du financement, les contributions des partenaires financiers bilatéraux est de 27,89%, celle des multilatéraux de 44,28%, le Fonds Commun des Donateurs est 4,31% et la contrepartie des bénéficiaires est 0,19%.

Avec la mise en œuvre du Plan d'Investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N, des résultats importants ont été obtenus dans tous les programmes, cependant, le besoin impératif de donner une impulsion supplémentaire dans la satisfaction des attentes légitimes des populations en atteignant les objectifs fixés à l'horizon 2015 et d'assurer une visibilité et une efficacité accrue des résultats obtenus a conduit le Gouvernement à adopter le Plan d'Accélération 2014-2015 de l'Initiative 3N recentré autour de 7 composantes.

Aussi, les réunions mensuelles du Comité Interministériel d'Orientation de l'Initiative 3N se sont tenues régulièrement apportant ainsi une dynamique impliquant tous les Ministères et institutions concernées par la mise en œuvre des programmes de l'Initiative 3N.

Au niveau décentralisé, le cadre stratégique a retenu un dispositif institutionnel comprenant des instances à tous les niveaux administratifs. La mise en place de ce dispositif a démarré à partir de 2013 et se poursuit. Il s'agit de huit (8) Cadres régionaux de concertation des acteurs (CRCA), huit comités techniques régionaux (CTR) et soixante-trois (63) comités techniques départementaux et cent soixante-dix-huit (178) cadres communaux de concertation des acteurs (CCCA). L'appui à la

régionalisation s'est poursuivi et renforcé par l'initiation et l'application de l'approche Commune de Convergence (ComDeCo) pour lever les contraintes institutionnelles, techniques et méthodologiques qui ont réduit la mise en œuvre de l'initiative 3N sur le terrain. Cette approche a été élaborée en respect des orientations stratégiques et sur la base de la prise en compte de plusieurs préoccupations (décentralisation, déconcentration, financement, concertation, coordination, résilience communautaire, capitalisation et mise à l'échelle des bonnes pratiques, etc.) ; elle fait l'objet de réflexion pour sa formalisation en une démarche de mise en œuvre de l'initiative à la base.

Sans nul doute, la Stratégie de l'Initiative 3N a enregistré des résultats probants sur les réformes structurelles, la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté et sur l'amélioration des bases productives (irrigation, approvisionnement en intrants de tout genre, restauration des terres, prévention contre les crises et catastrophes). Cependant, malgré ces résultats, des efforts restent à faire sur le développement des filières, la maîtrise totale de l'eau pour faire face aux aléas climatiques et la prise en charge totale de la résilience des populations face à ces crises.

C'est pourquoi, la mise en œuvre de la Stratégie de l'Initiative 3N se poursuivra en renforçant les axes sur la maîtrise de l'eau, l'approche chaîne de valeur, la restauration des bases productives et la maîtrise des concepts de résilience impliquant tous les acteurs à tous les niveaux.

INTRODUCTION

La Stratégie de l'Initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et le Développement Agricole Durable adoptée par décret 2012-139/PRN du 18 Avril 2012, a pour objectif global de « **contribuer à mettre durablement les populations nigériennes à l'abri de la faim et de la malnutrition et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus** ». De façon spécifique, il s'agit de *renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes*.

L'Initiative 3N exprime la conviction collective qu'avec ses atouts actuels et les opportunités de développement qui s'offrent à lui, le Niger est à même de relever les défis actuels et futurs de sa sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'amorcer une véritable modernisation de ses systèmes de production et de faire jouer au secteur agricole son rôle de moteur de la croissance économique. L'Initiative 3N s'attaque aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en proposant des réponses appropriées aux situations d'urgence et de précarité économique auxquelles une frange plus ou moins importante de la population pourrait être confrontée.

L'Initiative 3N est un ensemble cohérent de mesures normatives et d'actions d'investissements à réaliser à court, moyen et long termes. A ce titre, l'Initiative 3N devrait permettre au Niger de faire un saut qualitatif tant du point de vue des investissements pour le secteur du développement rural mais aussi des secteurs connexes, notamment l'agroalimentaire et le commerce des produits agro-sylvo-pastoraux locaux. Ces investissements permettront de mettre en adéquation l'offre en produits agricoles et agroalimentaires pour palier à la demande de plus en plus croissante et de plus en plus exigeante quant à la qualité des produits.

L'Initiative 3N, étant une politique sectorielle, elle s'inscrit dans le cadre plus général du Plan de Développement Economique et Social (PDES), dont elle constitue l'axe 3 : Sécurité alimentaire et développement agricole durable ainsi qu'une part de l'axe 2 (notamment dans sa partie « gestion des ressources naturelles ») et de l'axe 5 (volet « nutrition »).

La Stratégie de l'Initiative 3N est le principal cadre de référence pour les interventions actuelles et futures en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle des administrations publiques, des collectivités territoriales et des acteurs non étatiques. A ce titre, elle constitue une référence pour la collaboration entre l'Etat et les autres groupes d'acteurs, tels que les Partenaires Techniques et Financiers, les Organisations des Producteurs, les ONG/AD, le secteur privé et la société civile.

L'Initiative 3N comporte cinq (5) effets généraux qui correspondent aux axes stratégiques déclinés en programmes stratégiques : (i) les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont accrues et diversifiées ; (ii) les marchés ruraux et urbains sont régulièrement approvisionnés en produits alimentaires et agro-alimentaires ; (iii) la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes est améliorée ; (iv) l'état nutritionnel des nigériens est amélioré et (v) l'animation, la coordination de l'Initiative 3N et l'impulsion des réformes sont assurées.

La mise en œuvre de l'Initiative 3N repose sur cinq (5) principes clés, à savoir (i) la concentration des actions, (ii) le ciblage des appuis, (iii) la prise en compte du genre, (iv) la durabilité de la base

productive, (v) la mobilisation et la responsabilisation des acteurs. La stratégie de mise œuvre est construite autour de deux éléments clés, à savoir : (i) la commune comme porte d'entrée et (ii) la mise en place de services intégrés.

La programmation opérationnelle de l'Initiative 3N repose sur des Plans d'investissement. Le premier Plan d'Investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N, duquel découle le Plan d'Accélération 2014-2015 de la mise en œuvre de l'Initiative 3N comprend onze (11) programmes d'investissements prioritaires (PIP). Ce Plan d'Investissement a été présenté en novembre 2012 aux principaux partenaires de l'Initiative 3N au cours de la Table ronde organisée par le Gouvernement du Niger à Paris sur le Plan de Développement Economique et Social (PDES).

Les effets majeurs attendus de la mise en œuvre du Plan d'Investissement 2012-2015 sont :

- Accroître la contribution de l'irrigation et de la collecte des eaux de ruissellement à la production agricole nationale en portant les superficies sous irrigation de 85 000 ha à 125 000 ha ;
- Augmenter de 35% les rendements sur 25% des superficies cultivées ;
- Porter la production céréalière de 3 000 000 tonnes à 5 000 000 tonnes ;
- Diminuer la mortalité du cheptel liée aux déficits fourragers et aux maladies,
- Accroître le nombre des points d'eau dans les espaces pastoraux ;
- Accroître la production du lait et de la viande respectivement de 40% et de 45% ;
- Doubler les effectifs actuels de volaille de 12 millions à 24 millions
- Accroître la consommation d'œufs de 19 à 25 œufs/an/personne
- Tripler la production de poisson de 5 000 tonnes/an à 14 000 tonnes/an ;
- Améliorer la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux par le biais de l'amplification des pratiques de gestion durable des terres, de la végétation et de l'eau ;
- Développer des filières d'exploitation des produits forestiers ligneux et non ligneux ;
- Assurer l'approvisionnement des marchés en produits alimentaires et agroalimentaires ;
- Améliorer les capacités de prévention et de réponse des ménages, des communautés à la base et de l'Etat à faire face aux situations d'insécurité alimentaire structurelle et de chocs ;
- Réduire l'incidence des différentes formes de malnutrition, notamment la malnutrition aiguë globale à moins de 10% chez les enfants de 0 à 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes ;
- Créer les conditions de réussite dans la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de l'Initiative 3N.

Le présent rapport de mise en œuvre de l'Initiative 3N pour la période 2011-2015 fait le bilan du Programme d'Urgence 2011-2012 et du Plan d'Investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N à la date du 30 Juin 2015 et contribuera à la production du rapport global de mise en œuvre du PDES 2012-2015. Il a également pour vocation d'orienter le prochain Plan d'investissement 2016-2020 de l'Initiative 3N.

I. RAPPEL DU CONTEXTE, OBJECTIFS D'ELABORATION ET DE MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N

1.1. Contexte et objectifs d'élaboration de l'Initiative 3N

Au Niger, la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, en raison de la conjonction de plusieurs facteurs, externes et internes, est devenue beaucoup plus structurelle que conjoncturelle. Les facteurs inhibiteurs sont hélas nombreux et multiformes. La vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle des populations ainsi que celle du cheptel est exacerbée par une récurrence de crises, avec en toile de fond, la pauvreté des populations et ce malgré l'importance des atouts et opportunités, naturelles et économiques.

Les efforts entrepris jusque-là pour assurer d'abord l'autosuffisance, puis la sécurité alimentaire, le capital d'expériences promues ainsi que les réponses apportées lors des crises, n'ont malheureusement pas répondu aux attentes tant les défis sont nombreux et fort complexes : (i) nourrir une population de plus en plus nombreuse et s'adapter à la demande urbaine ; (ii) assurer une alimentation régulière et de qualité à un cheptel en forte croissance ; (iii) assurer un revenu conséquent aux producteurs tout en tenant compte de la solvabilité des consommateurs ; (iv) édifier un marché agricole national ouvert aux niveaux régional et international ; (v) s'adapter aux changements climatiques et réduire ses répercussions et (vi) réaliser le changement de mentalités et de comportement des populations.

C'est pour inverser cette tendance, que les Autorités de la 7^{ème} République ont décidé de mettre en œuvre l'Initiative 3N : « les Nigériens Nourrissent les Nigériens ». Tirée du Programme de la Renaissance pour le Niger du Président de la République, l'Initiative 3N exprime la conviction collective qu'avec ses atouts et les opportunités de développement, le Niger est à même de relever les défis actuels et futurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'amorcer une véritable modernisation de ses systèmes de production et de faire jouer au secteur agricole son rôle majeur dans la croissance économique. Elle constitue un des huit axes du Programme de la Renaissance et ambitionne d'éradiquer radicalement la faim au Niger.

L'initiative 3N a pour objectif global de « *contribuer à mettre les populations Nigériennes à l'abri de la famine et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus* ». Elle vise spécifiquement à « *renforcer les capacités nationales de productions alimentaires, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes* ».

1.2. Processus de mise en œuvre de l'Initiative 3N

Le processus de mise en œuvre de l'Initiative 3N a connu trois (3) importantes phases. Il s'agit de :

- la mise en œuvre du Programme d'Urgence 2011-2012 ;
- la mise en œuvre du Plan d'Investissement 2012-2015 ;
- la mise en œuvre du Plan d'Accélération 2014-2015.

1.2.1. Programme d'Urgence 2011-2012

La campagne agropastorale 2011-2012 a été caractérisée par une pluviométrie erratique, mal répartie dans l'espace et dans le temps. Elle a été émaillée de nombreux épisodes de sécheresse tous plus longs les uns que les autres, occasionnant à chaque fois, l'éclosion de ravageurs de cultures notamment les rongeurs, les sautereaux, les insectes floricoles et la chenille mineuse de l'épi du mil.

Conséquemment, le Gouvernement a, par anticipation du déficit céréalier attendu dans le pays, élaboré et adopté un programme d'urgence 2011-2012, correspondant notamment à un ensemble de mesures correctives avec quatre (4) composantes :

- Appui aux cultures irriguées d'un coût de 12,1 milliards de FCFA ;
- Appui à la campagne pastorale d'un coût de 19,3 milliards de FCFA ;
- Activités génératrices de revenus d'un coût de 4,9 milliards de FCFA ;
- Reconstitution du stock national de sécurité pour un coût 37,8 milliards de FCFA ;
- Cash transfert pour un coût 58 milliards de FCFA.

A ces programmes s'ajoutent le programme de production de semences de pré base et de base pour un coût de 1,7 milliards de FCFA et les autres volets du plan de soutien aux personnes vulnérables d'un coût additionnel de l'ordre de 18,2 milliards de FCFA.

Ainsi, le coût du programme d'urgence et des autres programmes d'atténuation des crises qui s'y rattachent s'élève à près de 155 milliards de FCFA.

1.2.2. Plan d'Investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N

Dans la mise en œuvre opérationnelle, il a été élaboré un Plan d'Investissement de l'Initiative 3N pour la période 2012-2015. Il est composé de onze (11) Programmes d'Investissements Prioritaires (PIP) comprenant un ou plusieurs sous programmes opérationnels pour un coût évalué à 1 000,815 milliards de FCFA.

Tableau 1 : Programmes d'Investissement Prioritaire du Plan d'Investissement de l'Initiative 3N

Programme Prioritaires (PIP)	Résultats	Coût (en millions FCFA)
Axe stratégique 1 : Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques		
PIP 1 : Amélioration de la Productivité et des revenus agricoles par la maîtrise de l'eau	Les superficies des terres irriguées sont réhabilitées	350 000
	Les nouvelles superficies des terres irriguées sont mises en valeur	
	La petite irrigation familiale, individuelle et collective est développée	
PIP 2 : Modernisation des systèmes de cultures pluviales et des filières pour la Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Accessibilité des producteurs aux facteurs de production	100 250
	Accessibilité des producteurs aux technologies et informations	
PIP 3 : Sécurisation des systèmes de productions animales	Les productions animales sont sécurisées	60 000
PIP 4 : Intensification des productions animales à cycle long	Les productions animales sont intensifiées (cycle long)	21 900
PIP 5 : Promotion des filières avicoles et piscicoles	Les productions animales sont intensifiées (cycle court)	18 100
PIP 6 : Gestion durable des terres et des écosystèmes	Les terres et la biodiversité sont durablement gérées	160 000
	Les réformes d'appui au développement des productions forestières sont apportées	
PIP 7 : Valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux	Les produits forestiers ligneux et non ligneux sont valorisés	25 000
Axe stratégique 2 : Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires		
PIP 8 : Transformation et commercialisation des produits	Les industries agroalimentaires existantes sont mises à niveau	50 000
	Les nouvelles unités de transformation des produits agropastoraux sont créées	
	Les marchés des produits agricoles et agroalimentaires sont opérationnels	
	Le transport des produits agricoles et agroalimentaires est facilité	
Axe stratégique 3 : Amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques, crises et catastrophes		
PIP 9 : Prévention et gestion des crises alimentaires	Prévention des crises alimentaires et catastrophes naturelles	115 000
	Prise en charge et gestion des crises alimentaires et catastrophes naturelles	
Axe stratégique 4 : Amélioration de l'Etat nutritionnel des nigériens		
PIP 10 : Prévention et Prise en charge de la Malnutrition	Les crises alimentaires et catastrophes sont mieux prévenues	50 000
	Les crises alimentaires et catastrophes sont prises en charge	
Axe stratégique 5 : Animation, coordination de l'Initiative 3N et impulsion des réformes		
PIP 11 : Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'Initiative 3N	L'accès aux financements est facilité	50 565
	Les réformes sont impulsées et mises en cohérence avec les politiques et stratégies	
	Un système participatif de mobilisation et de responsabilisation des acteurs et parties prenantes est mis en place	
	La gestion et la coordination sont assurées	
	Le suivi et l'évaluation sont assurés	
Total		1 000 815

Source : Plan d'investissement 2012-2015

Au-delà des résultats attendus pour chaque PIP, des objectifs ciblés ont été retenus comme énumérés dans le tableau ci-après.

Tableau 2 : Objectifs ciblés du Plan d'Investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N

PIP	Objectifs ciblés
Axe stratégique 1 : Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques	
PIP 1 : Accroissement des productions sous irrigation	Accroître la contribution de l'irrigation et de la collecte des eaux de ruissellement à la production agricole nationale. Son objectif est de faire évoluer la contribution au PIB des cultures irriguées (agricoles et fourragères) de 20% (2011) à 30% à l'horizon 2015, en portant les superficies sous irrigation de 85 000 ha en 2011 à 125 000 ha en 2015
PIP 2 : Modernisation des systèmes de Production sous pluies	Augmenter d'ici fin 2015, de 35% les rendements sur 25% des superficies cultivées, porter la production céréalière de 3 000 000 tonnes en 2011 à 5 000 000 tonnes en 2015
PIP 3 : Sécurisation des systèmes de production animale	Diminuer la mortalité du cheptel liée aux déficits fourragers et aux maladies, accroître le nombre des points d'eau dans les espaces pastoraux
PIP 4. Intensification des systèmes de production animale à cycle long	Accroître la production du lait et de la viande de 40% et de 45% respectivement
PIP 5 : Intensification des productions animales de cycle court	Doubler les effectifs actuels de volaille (de 12 millions à 24 millions de 2011 à 2015), accroître la consommation d'œufs de 19 à 25 œufs/an/personne et tripler la production de poisson (de 5 000 t/an en 2011 à 14 000 t/an en 2015)
PIP 6 : Gestion durable des terres et des écosystèmes	Améliorer la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux par le biais de l'amplification des pratiques de gestion durable des terres, de la végétation et de l'eau
PIP 7 : Valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux	Développer des filières d'exploitation des produits forestiers, notamment celles du bois-énergie, des palmiers, du <i>Moringa oleifera</i> des zones humides. Une attention sera également accordée aux autres formes de valorisation des écosystèmes et de la biodiversité telles que l'écotourisme, l'élevage non conventionnel (autruche, gazelle et autres animaux sauvages) et l'apiculture
Axe stratégique 2 : Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires	
PIP 8 : Transformation et commercialisation des produits alimentaires et agroalimentaires	Assurer l'approvisionnement des marchés en produits alimentaires et agroalimentaires
Axe stratégique 3 : Amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes	
PIP 9 : Amélioration de la résilience des populations face aux crises alimentaires et catastrophes	Améliorer les capacités de prévention et de réponse des ménages, des communautés à la base et de l'Etat à faire face aux situations d'insécurité alimentaire structurelle et de chocs
Axe stratégique 4 : Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et nigériens	
PIP 10 : Amélioration de l'état nutritionnel des nigériens	Réduire l'incidence des différentes formes de malnutrition, notamment la malnutrition aiguë globale qui doit être abaissée de 14,8% en 2012 à moins de 10% en 2015 chez les enfants de 0 à 5 ans et de 19% à moins de 10% chez les femmes enceintes et allaitantes en 2015. Il s'agira également d'augmenter le taux de dépistage actif et la prise en charge de façon adéquate de 80% des enfants souffrant de sous-nutrition aiguë, modérée et sévère au Niger
Axe stratégique 5 : Animation, coordination de l'Initiative 3N et impulsion des réformes	
PIP 11 : Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'Initiative 3N	Créer les conditions de réussite dans la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de l'Initiative 3N, notamment sécuriser les investissements et permettre à chaque acteur de jouer pleinement son rôle

Pour assurer la cohérence et l'harmonisation dans la mise en œuvre des PIP, des maîtrises d'ouvrage de ces PIP ont été affectées de façon consensuelle (tableau ci-après).

Tableau 3 : Maitrise d'ouvrages des PIP

Intitulé	Maitre d'ouvrage
PIP 1 : Accroissement des productions sous irrigation	MAG
PIP 2 : Modernisation des systèmes de Production sous pluies	
PIP 3 : Sécurisation des systèmes de productions animales	MEL
PIP 4 : Intensification des productions animales à cycle long	
PIP 5 : Promotion des filières avicoles et piscicoles	
PIP 6 : Gestion durable des terres et des écosystèmes	ME/SU/DD
PIP 7 : Valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux	
PIP 8 : Transformation et Commercialisation des Produits	MC/PSP
PIP 9 : Prévention et gestion des crises alimentaires	DNPGCCA
PIP 10 : Prévention et Prise en charge de la Malnutrition	MSP
PIP 11 : Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'Initiative 3N	HC3N

1.2.4. Plan d'Accélération 2014-2015 de l'Initiative 3N

Après deux ans de mise en œuvre du Plan d'investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N, des résultats importants ont été obtenus dans tous les programmes. Cependant, le besoin impératif de (i) donner une impulsion supplémentaire dans la satisfaction des attentes légitimes des populations en atteignant les objectifs fixés à l'horizon 2015 et (ii) d'assurer une visibilité et une efficacité accrue des résultats obtenus, a conduit le Gouvernement à élaborer le Plan d'Accélération 2014-2015 de l'Initiative 3N.

L'objectif global du plan d'accélération est de booster l'atteinte des objectifs du Plan d'Investissement de l'Initiative 3N d'ici 2015.

Il s'agit plus spécifiquement à travers ce Plan d'Accélération 2014-2015 de l'Initiative 3N de :

- rendre disponibles et accessibles les services et produits nécessaires pour produire suffisamment et à temps ;
- améliorer l'accès à l'eau pour les activités agro-sylvo-pastorales
- favoriser l'écoulement et l'utilisation des productions ;
- lutter plus efficacement contre la malnutrition ;
- mobiliser les populations pour un engagement permanent et soutenu dans la mise en œuvre de l'Initiative 3N.

Les résultats attendus de la mise en œuvre du plan d'accélération sont les suivants :

- les services essentiels de proximité en vue d'appuyer les producteurs/trices sont disponibles ;
- les productions agricoles irriguées et pluviales sont accrues ;
- les productions animales sont accrues ;
- le potentiel productif des écosystèmes terrestres et aquatiques en productions agricoles, fourragères et halieutiques est accru ;
- la morbidité et la mortalité des groupes vulnérables liées à la malnutrition sont réduites ;
- les revenus des producteurs et des acteurs des filières agro-sylvo-pastorales sont augmentés ;

- la visibilité de l'initiative 3N et de ses réalisations dans un cadre de mobilisation soutenue des acteurs et parties prenantes est promue.

Le Plan d'Accélération 2014-2015 de l'Initiative 3N est structuré autour de sept (7) composantes que sont :

- Mise en place de plateforme de services intégrés ou Maisons de Paysans ;
- Maîtrise de l'eau pour les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques ;
- Croissance et diversification des productions animales ;
- Restauration, protection des terres et salubrité urbaine ;
- Conservation, transformation et commercialisation des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques ;
- Amélioration de la nutrition ;
- Sensibilisation, animation et communication.

Toutes ces composantes ont fait l'objet d'affectation de maîtrise d'ouvrage pour mieux assurer le suivi-évaluation des résultats obtenus.

Tableau 4 : Maître d'Ouvrage des composantes du Plan d'Accélération 2014-2015 de l'Initiative 3N

Composante	Maître d'Ouvrage
Composante 1 : Mise en place de plateforme de services intégrés ou Maisons de Paysans	MAG
Composante 2 : Maîtrise de l'eau pour les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques	
Composante 3 : Croissance et Diversification des Productions Animales	MEL
Composante 4 : Restauration, Protection des Terres et salubrité urbaine	ME/SU/DD
Composante 5 : Amélioration de la Nutrition	MSP
Composante 6 : Conservation, transformation et commercialisation des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques	MC/PSP
Composante 7 : Sensibilisation, animation et communication	HC3N

Aussi, afin de faciliter la mise en œuvre dans les meilleures conditions du Plan d'Accélération 2014-2015 de l'Initiative 3N, il est proposé des modalités de mise en œuvre particulièrement en ce qui concerne les financements, les rôles des différents acteurs, la communication et les mécanismes associés de suivi-évaluation notamment à travers la tenue des réunions mensuelles du Comité Interministériel d'Orientation (CIO).

Le Plan d'Accélération 2014-2015 de l'Initiative 3N est suivi à travers une sélection d'indicateurs de produits du Plan d'Investissement 2012-2015. En revanche, les effets et impacts sont mesurés à l'échelle de la Stratégie dans son ensemble.

II. RESULTATS DU PROGRAMME D'URGENCE 2011-2012

Pour faire face aux déficits céréalier de 692 000 tonnes et fourrager de plus de 10 millions de tonnes de matières sèches issus de la campagne agro-pastoral 2011-2012, un programme d'urgence dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de l'environnement ainsi que la reconstitution du stock national de sécurité pour un coût estimatif de 155 milliards de FCFA (dont 58 milliards de Cash transfert) a été élaboré et mis en œuvre.

- **Dans le domaine de l'agriculture**

Deux (2) volets ont été mis en œuvre : volet cultures pluviales et volet cultures irriguées.

Pour les cultures pluviales, le Gouvernement a mis en place d'importantes quantités d'intrants composées de semences, pesticides et d'engrais. Il a également mis en place des kits communaux d'engrais, des boutiques d'intrants et des banques cérésières. Aussi, des kits villageois comprenant 39 boutiques d'intrants construites et équipées, 451 banques cérésières construites et 10 428,65 tonnes de céréales placées au niveau des banques cérésières ont été mis en place.

Pour le volet cultures irriguées, le Gouvernement a réhabilité et/ou aménagé des sites maraîchers et des aménagements hydro-agricoles et mené des travaux de pompage des eaux d'inondation sur plusieurs sites. Il a également mis à la disposition des producteurs des intrants et des équipements.

Tableau 5 : Activités réalisées dans le domaine de l'agriculture

Activités	Unité	Réalisation
1. Cultures pluviales		
Semences	Tonne	11 924
Fongicides	Sachet	7 000
Engrais	Tonne	15 844
Pesticides	Litre	370
Banques Céréalières (BC)	BC	451
Quantité de Céréales placées dans les BC	Tonne	10 428,65
Production Céréalière	Tonne	3 554 795
Traitement Phytosanitaire (superficie)	ha	160 580
2. Cultures irriguées		
Superficie mise en valeur	Ha	85 569
Puits foncé	Puits	1 264
Forages maraîchers	Forage	3 918
Motopompes	Motopompes	3 804
réseau californien	Mètre linéaire	228 000
Clôture grillage	Mètre linéaire	146 860
Semences de cultures irriguées	Tonne	1 530
Semences de pomme de terre	Tonne	1 070
Semences de cultures potagères	Tonne	8,7
Semences de légumineuses	Tonne	155
Boutures de manioc	Fagot	289 960
Engrais	Tonne	7 081
Pesticides	Litre	13 730
Kits de matériel de protection	Kit	385
Kits de matériel aratoire	Kit	40 402
Production en équivalent céréalier	Tonne	320 540

Globalement, le secteur de l'agriculture a bénéficié d'une allocation budgétaire de 54,18 milliards de FCFA pendant la mise en œuvre du programme d'urgence contre une moyenne annuelle de 21,65 milliards de FCFA sur les 10 dernières années.

• **Dans le domaine de l'élevage**

Dans le domaine de l'élevage, les actions suivantes ont été réalisées pour soutenir les pasteurs et leurs animaux.

Tableau 6 : Activités réalisées dans le domaine de l'élevage

Activités	Unité	Réalisation
Vaccination des bovins contre la Péripleumonie Contagieuse Bovine	Tête	4 625 939
Vaccination des petits ruminants contre la peste	Tête	6 799 275
Vaccination des camelins contre la pasteurellose	Tête	206 895
Alimentation du bétail	Tonne d'aliment	5 674
	Bloc multi nutritionnel	55 473
	ha de cultures fourragères	246
Formation sur technique de confection de blocs multi nutritionnels	Encadreur formé	16
Hydraulique pastorale	Puits réalisés	24
	Puits réhabilités	28
Sécurisation des espaces	Km de couloir balisé	392
Transhumance transfrontalière	Certificat International de Transhumance livré	6 000
	Missions dans la sous-région	2

Les missions effectuées dans la sous-région ont été faites au Bénin et Togo pour créer des conditions favorables aux éleveurs transhumants dans les pays d'accueil.

En parallèle aux actions du programme d'urgence, d'autres actions d'accompagnement ont été réalisées par les services techniques. Il s'agit de :

- appui à la création de 14 fermes de production laitière, d'embouche et d'aviculture ;
- installation d'une mini-laiterie à Gaya ;
- construction de 10 marchés à bétail et de 7 abattoirs ;
- distribution de 120 000 petits ruminants sous forme de kits aux groupes vulnérables des régions de Maradi, Tahoua, Zinder, Diffa et Tillabéri ;
- insémination artificielle de 42 vaches Azawak pour l'amélioration des races locales ;
- mise en place de 20 500 tonnes d'aliments pour bétail contre une moyenne annuelle de 3 182 tonnes ;
- création de 30 banques d'aliments pour bétail avec un stock initial de 318 tonnes ;
- approvisionnement des banques existantes avec 2 168 tonnes d'aliments pour bétail ;
- vaccination de 8 224 967 têtes d'animaux contre une moyenne annuelle de 2 238 122 têtes durant les 10 dernières années.
- appui à la création de 14 fermes modernes contre une moyenne annuelle de 2 sur les 11 dernières années.

Globalement, le secteur de l'élevage a bénéficié d'une allocation budgétaire de 19,7 milliards de FCFA.

- ***Dans le domaine de l'environnement (Activités Génératrice de Revenus)***

Dans le domaine de l'environnement, les activités réalisées sous forme d'activités génératrices de revenus (AGR) ont porté sur la récupération de 52 470 ha des terres dégradées à l'aide des banquettes, des demi-lunes et du zaï pour une prévision de 40 000 ha soit un taux de réalisation de 131,1%, la fixation de 12 711 ha de dunes pour protéger les infrastructures (routes, habitations), les plans d'eau (fleuve Niger, mares, etc.), l'ouverture de bandes pare-feux de 23 738 km et l'empoissonnement de 112 mares.

Aussi, dans le même temps, le Gouvernement a réalisé 17 180 km de bandes pare-feu, la production de 11 806 341 de plants, la plantation en blocs de 63 317 ha, l'aménagement de 28 502 ha de forêts, le faucardage de 2 989 ha de plans d'eau, l'extraction de 748 000 m³ de sable du fleuve Niger, l'empoissonnement de 20 mares, la formation et l'équipement de plus de 500 pêcheurs.

Les emplois temporaires créés sont 25 380 pour une durée variant de 4 à 6 mois.

Au total, 52 470 ha de terres dégradées ont été récupérés, ce qui représente 3 fois celles récupérées établies à 16 559 ha en moyenne annuelle entre 2000 et 2010. Les superficies des dunes fixées sont de 12 711 ha contre une moyenne annuelle de 1 570 ha, soit plus de 7 fois. Par ailleurs, 112 mares ont été empoissonnées contre une moyenne annuelle de 35 entre 2000 et 2010.

Globalement, le coût du volet AGR s'élève à 8,5 milliards de FCFA.

- ***Dans le domaine de la reconstitution du stock de sécurité***

Dans le domaine de la reconstitution du stock de sécurité, le Gouvernement a décidé de porter à 150 000 tonnes dont 50 000 tonnes de stock financier pour un coût global de 37 milliards de FCFA. Les achats s'élèvent à 73 000 tonnes dont 56 000 tonnes sur budget national et 17 000 tonnes financées par les partenaires. Le stock physique total, en intégrant le stock initial de 37 968 tonnes, s'élève à 110 968 tonnes, soit 110,97% des prévisions initiales en plus de 10 000 tonnes de riz acquis.

En plus du programme d'urgence, un plan de soutien aux populations vulnérables a été mis en œuvre.

Ainsi, dans le cadre de l'assistance aux populations vulnérables, le Gouvernement a mené plusieurs opérations de *cash for work* : une première en mai-juin 2011 d'un montant de 176 millions de FCFA, une seconde couvrant la période d'octobre 2011 à février 2012 d'une valeur de 4,3 milliards de FCFA et une troisième couvrant la période de mars à avril 2012 d'un montant de 5 milliards de FCFA. Par ailleurs, 9 500 tonnes de vivres ont été injectées sous forme de *food for work* entre octobre 2011 et février 2012. Enfin, un programme de relèvement d'un montant de 216 millions de FCFA a été exécuté entre novembre 2011 et mars 2012. Une opération de distribution gratuite de 21 000 tonnes de vivres a été organisée en juillet 2011 au profit des populations vulnérables. Une opération de vente à prix modérés de 12 500 tonnes de mil, sorgho et maïs a été menée au cours du mois de février 2012 au profit de 194 communes et 8 zones périurbaines.

Au total, ce sont 131 640 tonnes de vivres en vente à prix modéré et 236 900 tonnes de vivres en distribution gratuite ciblée qui ont été mis à la disposition des populations vulnérables au cours de la période 2011-2012.

Les efforts produits par la mise en œuvre de programme d'urgence ont été perceptibles. L'abondante production des cultures irriguées, les distributions gratuites et les ventes à prix modérés des vivres ont induit la baisse des prix des légumes frais de 32,4%, des tubercules de 23,7%, des condiments de 9,2%, des viandes de 0,7% et des céréales non transformées de 0,4% entre janvier et février 2012. Le taux de l'inflation a ainsi baissé de 1,5% au cours de la même période.

Tableau 7 : Principales réalisations physiques de la mise en œuvre du Programme d'urgence 2011-2012

Activités	Prévisions	Réalisations
Volet Cultures pluviales		
Quantité de semences distribuées aux ménages vulnérables (tonnes)	1 325	3 012
Quantité d'engrais mise en place (tonnes)	5 697	7 081
Quantité de produits phytosanitaires (litres)	18 775	28 442
Quantité de produits phytosanitaires (kg)	1 425	1 425
Volet Cultures irriguées		
Superficie mise en valeur (ha)	-	107 829
Equivalent céréalier produit (tonnes)	-	344 510
Nombre de puits maraîchers foncés (unité)	-	1 264
Quantité de semences de cultures irriguées (tonne)	-	1 530
Nombre de forages maraîchers réalisés (unité)	1 700	3 918
Nombre de kits de petit matériel distribués	40 000	40 402
Volet Elevage		
Quantité d'aliment pour bétail mise en place (tonnes)	10 000	20 500
Superficies des cultures fourragères mises en place (ha)		
Nombre de blocs multi nutritionnels produits à titre valorisation des résidus de récoltes et autres fourrages	60 000	55 473
Nombre de points d'eau pastoraux réhabilités	28	28
Volet Activités Génératrice de Revenus		
Récupération des terres dégradées (ha)	40 000	52 470
Fixation des dunes (ha)	10 926	12 711
Ouverture des bandes pare feux (km)	22 000	23 738
Production des plants (nombre de plants)	10 000 000	11 806 341
Plantation en bloc (ha)	18 365	63 317
Lutte contre les adventices terrestres et aquatiques (ha)	3 000	2 989
Empoisonnement des mares (mares)	153	112
Volet reconstitution du stock de sécurité		
Quantité de stock céréalier reconstitué (tonnes)	150 000	174 317
Quantité de céréales vendues à prix modéré (tonnes)	80 000	131 000
Quantité de céréales pour distribution gratuite (tonnes)	121 000	236 900
Cash transfert (milliards de FCFA)	58	57,8

III. RESULTATS DU PLAN D'INVESTISSEMENT 2012-2015

3.1. Axe stratégique 1 : Accroissement des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques

L'Initiative 3N vient comme un catalyseur de la transition technologique en créant les conditions appropriées pour accroître significativement et durablement la productivité des systèmes de productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques. Il s'agit pour cela d'investir des ressources conséquentes pour : (i) améliorer la capacité productive des terres et des eaux ; (ii) généraliser l'utilisation de techniques et technologies, innovantes et adaptées aux réalités écologiques et socioéconomiques du Niger ; (iii) créer les conditions juridiques, institutionnelles et fiscales favorisant le développement agricole, la transformation et la modernisation des systèmes des productions.

3.1.1. PIP 1 : Amélioration de la productivité et des revenus agricoles par la maîtrise d'eau

Ce programme vise à accroître la contribution de l'irrigation et de la collecte des eaux de ruissellement à la production agricole nationale. Son objectif est de faire évoluer la contribution au PIB des cultures irriguées (agricoles et fourragères) de 20% en 2011 à 30% à l'horizon 2015, en portant les superficies sous irrigation de 85 000 ha en 2010 à 125 000 ha en 2015 (Réhabilitation des aménagements : 10 000 ha, Aménagement de nouvelles terres : 10 000 ha, Promotion de la petite irrigation : 20 000 ha).

Au 31 Décembre 2015, 113 060 ha sont réalisés soit un taux de réalisation de 90,45% par rapport à la cible 125 000 ha. Les activités menées se résument à :

- **La réhabilitation/confortation des superficies des terres irriguées**

- La réhabilitation des AHA : la superficie totale des AHA réhabilités est de 3 864 ha soit un taux global de réalisation de 38,6% pour un objectif ciblé de 10 000 ha en 2015 ;
- La sécurisation des AHA : l'ensemble des travaux entrepris sont achevés et réceptionnés. Ainsi les neuf périmètres qui totalisent 7 260 ha ont été sécurisés ;
- L'aménagement de nouvelles terres : au total 4 123 ha de nouveaux AHA sont réalisés soit un taux de réalisation de 41,2% par rapport à la cible de 10 000 ha à l'horizon 2015 ;
- La promotion de la petite irrigation : globalement ce sont 20 073 ha de petits périmètres aménagés pour le développement de la petite irrigation soit un taux d'exécution de 100,4% pour une prévision de 20 000 ha.

Tableau 8 : Bilan des réhabilitation/confortation des superficies des terres irriguées

Indicateurs	Cible 2015	2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL
Superficies d'AHA réhabilitées	10 000	0	1 454	1 494	423	493	3 864
Superficies d'AHA confortées	ND	0	3 755	634	1 816	920	7 125
Superficies d'AHA créées	10 000	703	1 280	585	195	1 360	4 123
Superficies de petits périmètres irrigués aménagés ou réhabilités	20 000	9 080	3 392	2 296	3 333	1 972	20 073
Total annuel*		9 783	6 126	4 375	3 951	3 825	28 060
Cumul des années + les 85 000 ha		94 783	100 909	105 284	109 235	113 060	
Cumul en % (par rapport à 125 000 Ha)		75,83%	80,73%	84,23%	87,39%	90,45%	

* : Hors superficies AHA confortés

Source : MAG/EL

• L'accroissement des superficies sous irrigation

Au cours de la période 2011-2015, l'accroissement des superficies sous irrigation a connu un important essor. Boostées par la mise en œuvre du programme d'urgence, les superficies sous irrigation sont passées de 85 000 ha en 2010 à 113 060 ha en 2015 soit 90,45% de réalisation pour une valeur cible de 125 000 ha.

**Graphique 1** : Accroissement des superficies sous irrigation de 2011 à 2015

L'ensemble de ces aménagements ont été équipés avec la réalisation de 18 738 forages maraîchers et 4 304 puits maraîchers. En plus, il a été mis en place 30 939 motopompes de 2 à 5 CV pour appuyer les producteurs, 693 010 ml de réseau californien, 268 128 ml de clôture grillagée et 534 661 ml de clôture barbelée.

• Les Ouvrages de mobilisation des eaux

Sur un total de 700 ouvrages prévus sur la période de 5 ans, 218 ouvrages ont été réalisés/réhabilités dont 30 barrages, 78 seuils et 110 mares (y compris ouvrages de contrôle de mares) soit 31,1% par rapport à la cible 2015.

Tableau 9 : Bilan de réalisation des ouvrages de mobilisation des eaux

Indicateurs	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Barrages réalisés/réhabilités	-	10	6	4	10	30
Seuils d'épandage réalisés/réhabilités	10	14	15	12	27	78
Mares aménagées	-	11	57	24	18	110
Total Ouvrages	10	35	78	40	55	218

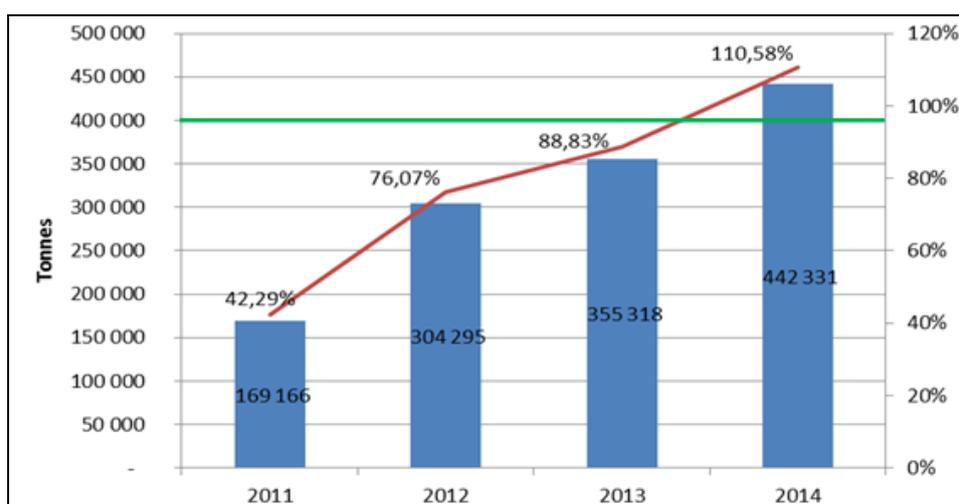
Source : MAG/EL

- **La mise en place des semences pour les cultures irriguées**

Pour atteindre les objectifs du PIP 1, 3 370,16 tonnes de semences de céréales irriguées (maïs, sorgho, riz et blé), 45 011,29 kg de semences potagères, 6 615 tonnes de semence de pommes de terre et 88,20 millions de boutures de manioc et patate douce ont été mises en place.

- **La contribution des cultures irriguées**

La mise en œuvre de l'Initiative 3N a permis de réaliser des progrès considérables en matière d'accroissement de la production des cultures irriguées. Ainsi, sur un objectif de 400 000 tonnes d'équivalent céréalier de production annuelle en cultures irriguées à l'horizon 2015, ce sont en moyenne annuellement près 369 408 tonnes d'équivalent céréalier soit un taux de réalisation de 92,35%. Il faut noter que déjà en 2014 la production des cultures irriguées a dépassé la cible 400 000 tonnes.



Graphique 2 : Evolution de la production agricole irriguée en équivalent céréalier de 2011 à 2014

3.1.2. PIP 2 : Modernisation des systèmes de production sous pluies

Ce PIP a pour objectif général d'augmenter d'ici fin 2015, de 35% les rendements sur 25% des superficies cultivées, mais aussi de porter la production céréalière de 3 000 000 tonnes à 5 000 000 tonnes.

Les actions prévues ont pour objet de faciliter l'accès aux facteurs de production, à l'information et aux innovations technologiques. Il s'agit principalement de favoriser l'approvisionnement en intrants et matériels agricoles à travers notamment la mise en place des kits 3N au niveau des différents maillons de la production (niveau communal, niveau villageois, niveau de l'exploitation familiale).

- ***La mise en place des kits communaux, villageois et ménages***

Pour appuyer les producteurs, des kits communaux, villageois et de ménages ont été mis en place. Sur les quatre années, il a été construit 98 magasins de stockage, 218 Centrales Communales d'Approvisionnement en intrants et matériels agricoles, 8 comptoirs d'oignon opérationnels et 429 km de piste de desserte ont été réalisés.

Par rapport aux kits villageois, 151 boutiques d'intrants dotées de 1 139,36 tonnes d'engrais, 1 213 banques céréalières dotées de 18 781,15 tonnes de céréales et 334 magasins de warrantage ont été réalisés.

Quant aux kits ménages, 5 053 parcelles de maraîchage de 250 m² en moyenne par femme ont été réalisées.

À cela s'ajoute la mise en place d'autres matériels composés de 12 569 kits à traction animale, 65 568 kits à matériels aratoire, 4 552 charrettes, 2 273 tracteurs, 211 motoculteurs, 216 petites unités de transformation et 167 batteuses.

- ***L'approvisionnement en intrants***

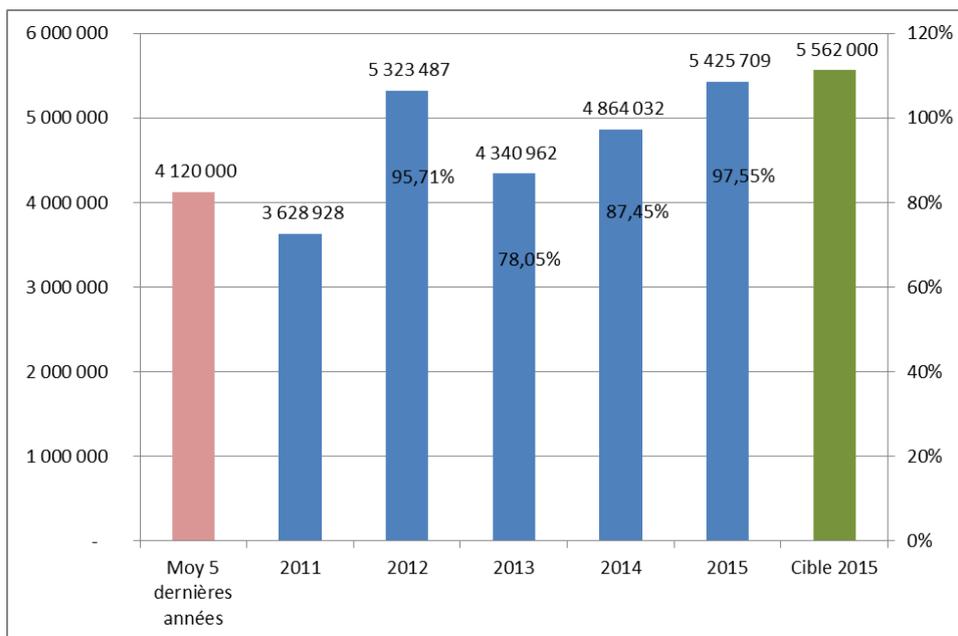
Dans le cadre des intrants (semences, engrais et pesticides), les quantités mises à la disposition des producteurs ont globalement augmenté. En effet, ce sont 134 284,4 tonnes d'engrais, 354 315 litres de pesticides, 1 261 474 sachets de fongicides, 1 735 appareils de traitement (ULV), 3 762 appareils de traitement à pression qui ont été mis à la disposition des producteurs entre 2011 et 2015.

S'agissant des semences, ce sont 39 698,29 tonnes de semences pluviales de céréales (mil et sorgho) et 7 536,18 tonnes de semences légumineuses (niébé et arachide) et 33 724 tonnes de semences de céréales (mil et sorgho) qui ont été mises à disposition des producteurs sur la période 2011-2015.

Sur la base de la production moyenne des 5 dernières années, qui est estimée à 4 120 000 tonnes de céréales, on constate une progression de 27,6% pour l'année 2012, 4,3% pour 2013, 18,3% pour l'année 2014 et 33,6% pour l'année 2015.

Les fluctuations enregistrées d'année en année se justifient par le caractère aléatoire des campagnes pluviales, généralement déficitaires une année sur trois. Malgré ce caractère aléatoire,

les productions sont restées positives sur les quatre années par rapport à la moyenne annuelle de 4 712 258 tonnes de céréales.



Graphique 3 : Evolution de la production céréalière de 2011 à 2015

Tableau 10 : Evolution des productions agricoles pluviales

Indicateurs	2011	2012	2013	2014	2015
Surface totale emblavée de principales cultures pluviales (mil, sorgho) (ha)	9 930 998	10 206 191	10 647 817	10 930 577	14 781 662
Production céréalière pluviale (tonnes)	3 628 928	5 323 487	4 340 962	4 864 032	5 425 709
Production des cultures de diversification pluviales (niébé, arachide, sésame, souchet, voandzou) (tonnes)	1 474 205,80	1 217 378,60	1 593 215,80	1 478 679,63	2 221 887
Production agricole cumulée (irriguées et pluviales) en équivalent céréalier (tonnes)	5 198 166,32	6 785 500,55	6 220 645,25	6 695 091,32	En cours

Source : MAG/EL

Toutes ces interventions ont permis d'enregistrer une production céréalière moyenne annuelle de 4 684 652 tonnes. La production céréalière 2015 est estimée à 5 425 709 tonnes soit une hausse de 16% par rapport à la moyenne des cinq dernières années (4 120 000 tonnes) et de 12% par rapport à celle de 2014.

Quant aux cultures de rente en 2015, elles sont de l'ordre de 1 668 022 tonnes pour le niébé, 427 029 tonnes pour l'arachide, 34 111 tonnes pour le sésame, 55 393 tonnes pour le souchet, 37 332 tonnes pour le voandzou et 50 029 tonnes d'oseille. En effet, les productions du niébé et de l'arachide sont en hausse aussi bien par rapport à 2014 qu'à la moyenne des cinq années. Des baisses sensibles sont observées sur la production du sésame variant de 38% par rapport à l'année passée à 43% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Tableau 11 : Evolution des productions des cultures de rente

Année	Niébé	Arachide	Sésame	Souchet	Voandzou	Oseille
2010	1 773 423	406 245	85 694	33 322	27 472	41 413
2011	1 568 828	395 669	54 023	24 363	22 098	19 473
2012	1 329 514	291 763	55 608	22 808	32 678	47 648
2013	1 789 804	342 743	46 693	118 154	32 784	36 813
2014	1 586 423	403 365	55 186	23 852	32 384	59 671
2015	1 668 022	427 029	34 111	55 393	37 332	50 029
Moyenne 2010-2014	1 609 598	367 957	59 441	44 500	29 483	41 004
Taux de croissance 2015/2014	5%	6%	-38%	132%	15%	-16%
Taux de croissance 2015/Moy (10-14)	4%	16%	-43%	24%	27%	22%

Source : MAG/EL

3.1.3. PIP 3 : Sécurisation des systèmes de productions animales

Ce programme a pour objectif de s'attaquer aux problèmes récurrents auxquels font face les systèmes d'élevage extensifs. Il s'agit en priorité de :

- i) réduire les déficits fourragers consécutifs à l'amenuisement et à la dégradation des parcours pastoraux ;
- ii) augmenter de manière significative le maillage en points d'eau dans les espaces pastoraux ;
- iii) réduire de manière significative la prévalence des maladies animales meurtrières.

De manière spécifique, les activités mises en œuvre dans ce sens ont concerné :

- **La mise en place de la complémentation alimentaire pour le cheptel**

Pour assister les producteurs à faire face aux déficits fourragers, il a été mis en place :

- 105 534 tonnes d'aliments bétail ;
- 105 176 blocs multi-nutritionnels ;
- 340 broyeurs ;
- 355 banques d'aliments bétail ;
- 29 magasins de stockage d'aliments bétail ;
- 79 centrales communales d'approvisionnement ;
- 1 032 kg de semences fourragères.

- **La création/réhabilitation des ouvrages d'hydraulique pastorale**

Il s'agit à travers cette action d'assurer une bonne répartition des points d'eau en réhabilitant et/ou en réalisant des nouveaux points d'eau pastoraux. C'est ainsi qu'au cours de la période 2011-2015, 1 158 équivalents points d'eau pastoraux ont été réalisés et/ou réhabilités (539 nouveaux puits pastoraux et 193 puits pastoraux réhabilités, 17 nouveaux forages et stations de pompes et 16 forages pastoraux réhabilités). D'autres actions non moins importantes ont également réalisées. Il s'agit de la sécurisation des systèmes pastoraux à travers le balisage de 12 103 km de couloirs de passage et la récupération de 29 973 ha de parcours.

- **Le renforcement du dispositif de lutte contre les principales maladies du cheptel**

L'objectif fixé au niveau national était d'atteindre 80% de couverture vaccinale annuelle pour les bovins et les petits ruminants et 50% pour les camelins. Dans ce cadre les taux annuels de couverture vaccinale (2015) sont de 71% pour les bovins, 67% pour les petits ruminants et 57% pour les camelins. Nous constatons donc une baisse de la couverture vaccinale en 2015 par rapport à 2014, ce qui peut être constaté également en regardant le nombre d'animaux vaccinés (tableau 12). La vaccination de la volaille contre la maladie de New Castle a été également effectuée et a concerné au total 600 000 sujets. Par ailleurs, pour améliorer les conditions des opérations de vaccination du cheptel, il a été construit 170 parcs et couloirs de vaccination et 74 réhabilités.

D'autres activités des PIP4 et PIP6 ont également beaucoup contribué dans l'atteinte des objectifs de ce PIP, notamment celui de la réduction des déficits fourragers. Il s'agit de la mise en valeur de 18 864 ha en cultures fourragères et la récupération et le réensemencement de 10 899 ha de terres colonisées par les plantes non appréciées (notamment par le *Sida cordifolia*).

Tableau 12 : Sécurisation des productions animales

Indicateurs	Réalizations				
	2011	2012	2013	2014	2015
Taux de couverture vaccinale des bovins	49%	68%	72%	82%	71%
Taux de couverture vaccinale des petits ruminants	18%	46%	64%	57%	67%
Taux de couverture vaccinale des camelins	0%	18%	15%	35%	57%
Nombre de bovins vaccinés	3 141 619	4 625 939	5 205 389	6 246 467	5 058 639
Nombre de petits ruminants vaccinés	3 698 417	5 954 223	9 795 501	8 361 099	6 662 821
Nombre de camelins vaccinés	25 854	150 711	177 062	252 171	216 902
Nombre des parcs de vaccination construits	17	16	53	79	-
Nombre des parcs de vaccination réhabilités	0	26	25	23	-

Source : MAG/EL

3.1.4. PIP 4 : Intensification des productions animales à cycle long

Ce PIP vise l'accroissement de la production de lait de 40% et de viande de 45% à l'horizon 2015. Dans le cadre des activités spécifiques pour atteindre lesdits objectifs, sur la période 2011-2015, on constate :

- **L'installation des fermes privées d'élevage**

Sur une cible de 500 fermes modernes privées d'élevage à appuyer sur 5 ans, 391 fermes ont été appuyées, ce qui correspond à un taux de réalisation de 78%.

- **L'installation des mini-laiteries modernes**

Les actions dans ce sens ont été jusque-là très timides. Sur l'ensemble du territoire national, on constate la création de 6 mini-laiteries, par rapport aux 50 prévues, et d'un centre de collecte de lait. Des efforts doivent être déployés dans le sens d'encouragement des privés (fonds, appuis techniques, facilités fiscales, ...).

- **La promotion des cultures fourragères**

La promotion des cultures fourragères (bourgou, dolique niébé et sorgho) a atteint une superficie de 18 864 ha pour une cible de 10 000 ha, soit un taux de réalisation de 188%.

- **L'accroissement du cheptel**

Dans ce cadre, on note entre 2011 et 2015, une augmentation significative de l'effectif du cheptel en équivalent UBT (15,1% en 2014).

- **La production de lait**

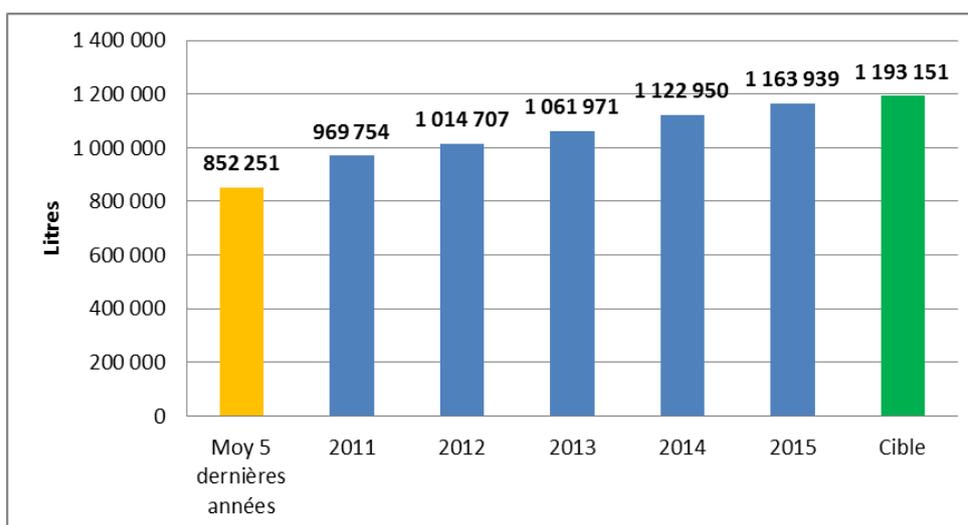
Pour ce qui concerne la production de lait, des augmentations significatives sont constatées au cours de la période allant de 2011 à 2015 avec un accroissement de 23% entre la première et la dernière année. La cible de 40% d'augmentation par rapport à la moyenne des cinq années précédant le lancement de l'Initiative 3N (1 193 151 litres en 2015) n'est pas loin d'être atteinte avec 1 163 939 litres de lait en 2015, ce qui correspond à une augmentation de 37%. Il faut remarquer que l'augmentation de la production de lait est tirée principalement par le lait de vache ayant connu une augmentation de 32% entre 2011 et 2015.

Il est important de signaler que la production laitière aurait pu dépasser largement la cible si la méthodologie de collecte des données statistiques prenait en compte les progrès réalisés dans l'augmentation des performances des troupeaux (notamment l'augmentation du niveau individuel de production laitière due à l'amélioration des conditions d'élevage : alimentation, soins de santé, amélioration génétique).

Tableau 13 : Evolution de la production laitière de 2011 à 2015

Indicateurs	Réalizations						Variation 2011-2015
	Moy 5 der années	2011	2012	2013	2014	2015	
Production de lait de vache	388 069	472 854	501 225	531 299	563 177	596 967	32%
Production de lait de brebis	117 326	120 226	124 434	128 789	136 146	137 962	15%
Production de lait de chèvre	257 768	277 860	288 974	300 533	317 744	325 056	18%
Production de lait de chamelle	89 088	96 803	98 062	99 337	103 869	101 939	6%
Total	852 251	969 754	1 014 707	1 061 971	1 122 950	1 163 939	23%

Source : MAG/EL



Graphique 4 : Evolution de la production laitière de 2011 à 2015

- **La production de viande**

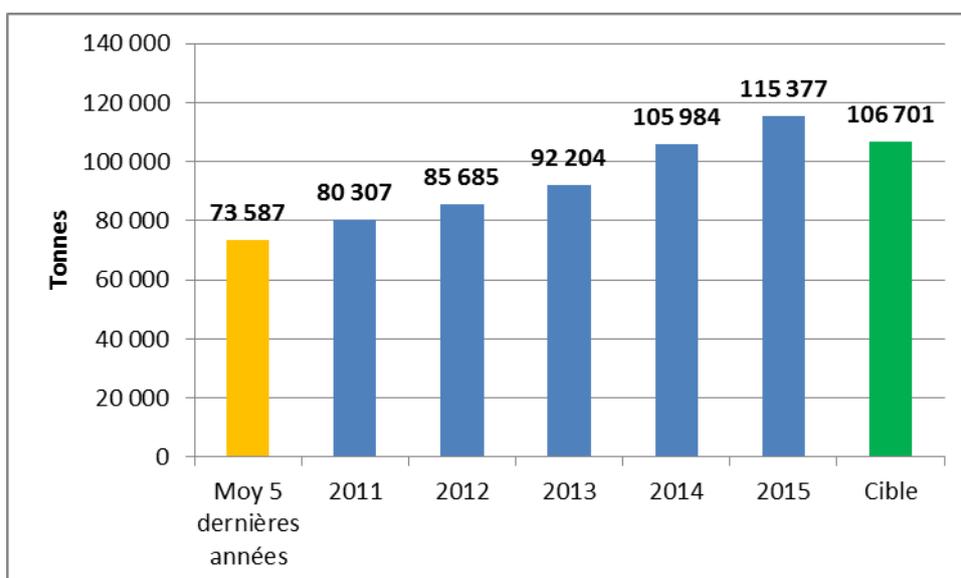
Pour ce qui concerne la production de viande, nous constatons des variations positives entre l'année 2011 et 2015 avec une très bonne performance pour les quantités de viande de bœuf contrôlée passant de 37 320 tonnes en 2011 à 58 942 tonnes en 2015 (+58%). Par ailleurs, si on prend en considération l'objectif d'augmentation de 45% des quantités cumulées de viande par rapport à la moyenne des cinq années précédant le lancement de l'Initiative 3N, la variation constatée est de 57%, avec la valeur qui passe de 73 587 tonnes à 115 377 en 2015.

La variation des taux d'exploitation du cheptel connaît une hausse chez les bovins, les petits ruminants et les camelins. La faible exploitation du cheptel bovin est certainement due à la forte exploitation des autres espèces. Cela s'explique par le fait que ces espèces sont plus utilisées lors des cérémonies, fêtes et abattages ordinaires.

Tableau 14 : Niveaux des productions animales entre 2011 et 2015

Indicateurs	Réalizations						Variation 2011-2015
	Moy 5 der années	2011	2012	2013	2014	2015	
Quantités de viande de bœuf contrôlée	37 944	37 320	39 175	41 905	54 438	58 942	58%
Quantités de viande d'ovin contrôlée	11 024	13 719	14 332	15 901	16 617	20 196	47%
Quantités de viande de caprin contrôlée	19 421	21 289	22 375	24 988	24 245	24 946	17%
Quantités de viande de camelin contrôlée	5 198	7 979	9 803	9 410	10 684	11 293	42%
Quantités cumulées de viandes contrôlées, toutes espèces confondues (bovins, ovins, caprins, camelins)	73 587	80 307	85 685	92 204	105 984	115 377	44%
Taux d'exploitation moyen du cheptel bovin	5%	8%	7%	7%	6%	7%	
Taux d'exploitation moyen du cheptel ovin	11%	14%	15%	15%	17%	19%	
Taux d'exploitation du cheptel caprin	13%	14%	15%	16%	20%	20%	
Taux d'exploitation du cheptel camelin	4%	7%	8%	10%	14%	15%	

Source : MAG/EL



Graphique 5 : Evolution des quantités cumulées de viande contrôlée de 2011 à 2015

- **La production de cuirs et peaux**

En ce qui concerne la production de cumulée de cuirs et peaux (bovins, ovins, caprins) cuirs et peaux, on constate sur la période une hausse de 11,71% en 2015 par rapport à 2011. Toutefois, la production des cuirs a connu une augmentation 21,63% de 2011 à 2015.

Tableau 15 : Production de cuirs et peaux entre 2011 et 2015

Indicateurs	Moy 5 der années	2011	2012	2013	2014	2015	Variation 2011-2015
Production de cuirs de Bovins	229 996	240 878	322 904	253 545	269 591	292 986	21,63%
Production de peaux de Mouton	805 766	994 114	1 102 408	987 291	1 003 581	1 109 711	11,63%
Production de peaux de Chèvres	1 587 649	1 703 734	1 659 660	1 809 285	1 854 135	1 880 103	10,35%
Production cumulée de cuirs et peaux (bovins, ovins, caprins)	2 623 410	2 938 724	1 591 278	3 050 121	3 127 307	3 282 800	11,71%

Source : MAG/EL

3.1.5. PIP 5 : Intensification des productions animales à cycle court

L'objectif de ce PIP prévoit de doubler les effectifs actuels de volaille (de 12 millions à 24 millions de 2011 à 2015), d'accroître la consommation d'œufs de 19 à 25 œufs/an/personne et de tripler la production de poisson (de 5 000 tonnes/an en 2011 à 14 000 tonnes/an en 2015).

Afin d'accroître la production avicole, il a été mis en place de 28 889 kits de petit élevage volaille sur les 200 000 prévus (14,4%) et l'installation de 47 mini-fermes avicoles modernes sur les 50 prévues (94%). Les actions menées dans le cadre de ce programme sur la période 2011-2015 sont encore timides.

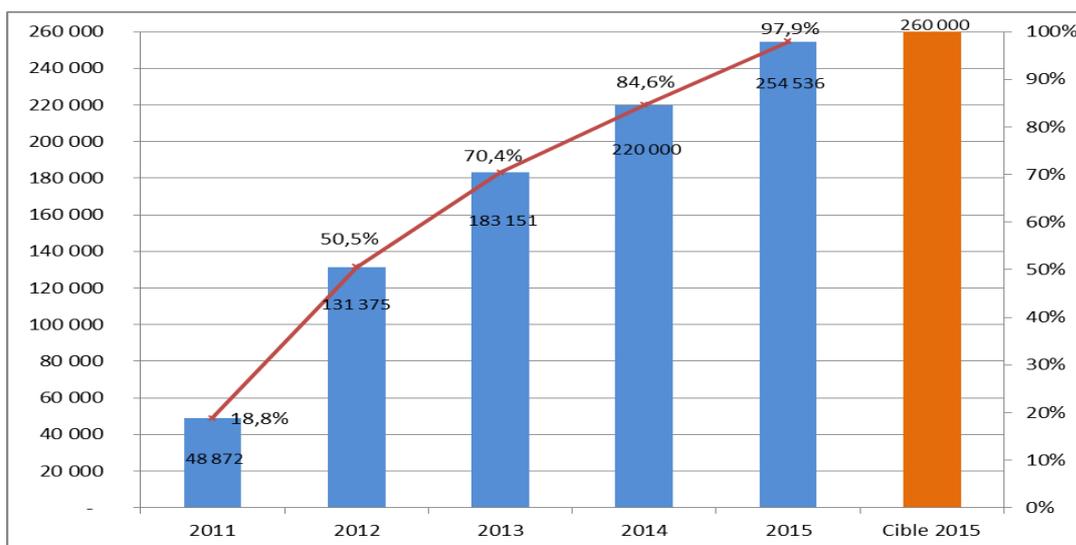
Pour ce qui concerne la production piscicole, 269 mares ont été empoissonnées sur les 500 prévues, soit un taux de réalisation de 53,8%. La quantité de poisson produite est passée de 12 777,15 tonnes en 2011, 28 679,50 tonnes en 2013 et 31 209,41 tonnes en 2014.

3.1.6. PIP 6 : Gestion durable des terres et des écosystèmes

L'objectif de ce PIP est d'améliorer la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux par le biais de l'amplification des pratiques de gestion durable des terres, de la végétation et de l'eau. Les activités conduites dans ce sens sur la période 2011-2015 sont :

- **La récupération/ réhabilitation de terres dégradées**

Il était prévu à cet effet la récupération de 260 000 ha de terres dégradées à l'horizon 2015. Les efforts déployés par l'Etat et ses partenaires ont permis de réaliser 254 536 ha, soit un taux de réalisation de 97,9%. Concernant la stabilisation de dunes, 39 771 ha ont été stabilisés sur 65 000 ha escomptés dans les 5 ans (62,1% de taux de réalisation). Un total de 40 020 359 plants d'arbres ont été produits sur une prévision de 48 000 000 soit 83,4% dans le cadre de la régénération de l'écosystème, ce qui a permis de couvrir 140 807 ha de plantation sur une prévision de 148 000 soit 95,1%. De même, ce sont quelques 105 861 km de bande par feu qui ont été réalisés sur la période 2011-2015. A noter que les superficies touchées par la régénération naturelle assistée (RNA) en 2015 correspondent à 48 091 hectares contre 21 938 hectares en 2014 soit une progression de 119,2%, ce qui dénote l'importance de la régénération naturelle assistée principalement dans la Région de Maradi.



Graphique 6 : Evolution des superficies dégradées récupérées de 2011 à 2015

- **La lutte contre les plantes envahissantes**

Concernant la lutte contre les plantes envahissantes terrestres et aquatiques, ce sont 28 710,13 ha de plantes envahissantes faucardées sur une prévision de 46 000 ha (dont 40 000 ha de terrestre et 6 000 ha d'aquatique) soit 62,41% de taux de réalisation.

- **La gestion des écosystèmes**

En ce qui concerne la gestion des écosystèmes, il est à noter que l'inventaire des girafes du Niger de 2014 a permis de recenser une population de 403 individus. Le nombre d'individus en 2015 est passé à 499 individus soit une augmentation 23,8%.

Par ailleurs, la superficie des aires protégées du pays, qui était de 6,6% en 2011 est passée à 14,29% de la superficie du territoire national.

Tableau 16 : Bilan des réalisations liées à la gestion durable des terres et des écosystèmes

Indicateurs	2011	2012	2013	2014	2015
Superficies de terres dégradées traitées (ha)	48 872	82 503	51 776	36 849	34 536
Superficies de dunes traitées (ha)	11 924	9 872	5 673	6 370	5 932
Nombre de plants forestiers produits (plant)	6 574 723	10 183 847	7 281 841	8 283 739	7 696 209
Nouvelles superficies de plantation en blocs (ha)	25 553	53 085	20 780	21 037	20 352
Longueur de bandes pare feu réalisés (km)	23 738	16 783	18 747	29 388	17 205
Superficies touchées par l'agroforesterie (RNA) (ha)	6 928	625	1 419	21 938	48 091

Source : ME/DD

Ces activités de gestion des déchets ont commencé en 2014. C'est ainsi que 719 615 tonnes de déchets solides et 1 870 tonnes de déchets plastiques ont été collectés sur la période 2014-2015 comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 17 : Gestion des déchets urbains

Activité	Cible 2014-2015	Réalizations		Cumul Réalizations	Taux de réalisation
		2014	2015		
Gestion des déchets solides municipaux (tonnes)	770 000	596 260	123 335	719 615	93,46%
Gestion des déchets plastiques (tonnes)	1 850	1 551	319	1 870	101,08%

Source : ME/DD

3.1.7. PIP 7 : Valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux

Ce programme connaît des véritables difficultés à se développer. Une étude sur la gomme au Niger a été réalisée en 2014, ce qui a permis d'obtenir des informations sur la production et la commercialisation dans les différentes régions du pays. Ceci étant, la quantité estimée de la gomme produite au Niger en 2014 s'élève à 139 960 tonnes. L'essentiel de cette production est commercialisé (92,4%). Les régions de Dosso et de Tillabéri concentrent 82,5% de la production. Pour ce qui concerne le Moringa, la production de 2014 a été estimée à 92 300 tonnes.

Tableau 18 : Bilan des réalisations liées aux quantités annuelles de gomme produite par région

Région	Quantité totale (tonnes)	Quantité vendue (tonnes)	Quantité autoconsommée (tonnes)
Diffa - Zinder	14 685	14 276	409
Dosso	57 165	49 060	8 105
Maradi	3 720	3 351	369
Tahoua	6 061	5 863	198
Tillabéri	58 329	55 783	2 546
Total	139 960	128 333	11 627

Source : ME/DD

3.2. Axe stratégique 2 : Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires

Les investissements de l'Initiative 3N ont permis : (i) la promotion de la transformation des produits agricoles et de production agroindustrielle ; (ii) l'amélioration des infrastructures et les circuits de commercialisation y compris l'exportation ; (iii) l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique nationale de commerce des produits agro-sylvo-pastoraux.

3.2.1. PIP 8 : Transformation et commercialisation des produits alimentaires et agroalimentaires

L'objectif assigné à ce PIP est de créer les conditions pour une mise en marché efficace des produits agricoles de base et des produits agro-alimentaires à travers l'organisation de la collecte primaire et de la mise en place de marchés ruraux. Les activités réalisées dans le cadre du PIP sont pour la plupart transversales. Des avancées notables ont été constatées. Le tableau ci-dessous donne les principales activités notamment en matière de réalisation :

- des infrastructures de marché (53 marchés à bétail, 7 comptoirs) ;
- des usines de transformation industrielles et semi-artisanales de transformation des produits (47 abattoirs construits /réhabilités, 6 mini-laiteries) ;
- des pistes de desserte pour le désenclavement des zones de production ;
- des micro-entreprises familiales (moulins, décortiqueuses, broyeurs de tige, ...).

Tableau 19 : Réalisation dans le domaine de transformation et commercialisation des produits alimentaires et agroalimentaires

Activité	Réalizations		Réalizations
	2011-2013	2014	2011-2015
Construction des pistes de désenclavement (km)	339	294,9	680,91
Construction/Réhabilitation des abattoirs modernes			47
Création de centre de démonstration en techniques Kilichi	1	1	2
Installation unité viande Kilichi	2	1	3
Modernisation des boucheries et étals à Niamey	-	-	-
Création unité transformation du lait	-	2	2
Création unités transformation de niébé	7	1	8
Construction de magasins de moyennes capacités	52	14	66
Construction abris conservation de 1 à 3 tonnes	178	63	241
Création des unités transformation résidus agricoles	-	2	2
Approvisionnement producteurs en matériel	37	-	37
Aménagement marchés ruraux	4	6	10
Construction de comptoirs	2	4	6
Installation des mini laiteries péri-urbaines	4	2	6

Source : MAGEL, MCPSP

Pour ce qui est de la disponibilité des denrées alimentaires ainsi que les performances des produits agro-sylvo-pastoraux à l'étranger sont évaluées à travers les indicateurs présentés dans les tableaux ci-dessous. En effet, la tendance des prix moyens par rapport à la moyenne des cinq dernières années, en 2015, on constate que les prix moyens sont en diminution pour presque tous les produits : l'oignon le mil (- 18%), le sorgho (- 13%), le riz local (- 3%), le maïs, (- 5%), le niébé

toute variété (- 8%), l'arachide coque (- 28%). Cependant, les prix moyens de l'oignon et de gomme arabiques sont en hausse.

Tableau 20 : Evolution des prix à la consommation des principales denrées alimentaires

Indicateurs	2011	2012	2013	2014	2015
Prix au consommateur du riz importé	486	491	482	474	470
Prix au consommateur du riz local	388	420	402	392	382
Prix au consommateur du maïs	216	244	247	224	212
Prix au consommateur du mil	191	259	266	236	194
Prix au consommateur du sorgho	179	235	244	223	195
Prix au consommateur du niébé toute variété	271	463	436	410	377
Prix au consommateur de l'arachide graines	590	649	641	665	477
Prix au consommateur de l'oignon	429	358	507	408	420
Prix au consommateur du poivron séché	2 494	2 827	3 461	3 359	3 150
Prix au consommateur du souchet gros rhizome	401	367	359	377	341
Prix au consommateur du sésame	448	571	630	858	666
Prix au consommateur de la gomme arabique	487	498	629	534	961

Unité : FCFA/Kg / Source : SIMA/MCPSP

De l'analyse des importations et des exportations de produits agro-sylvo-pastoraux, on constate en 2015 une tendance à la hausse par rapport à 2014 surtout pour les exportations de produits d'industrie alimentaire.

Tableau 21 : Evolution des importations et des exportations de produits agro-sylvo-pastoraux

Indicateurs	2011	2012	2013	2014	2015
Importations de produits agricoles	328 732	586 644	553 054	441 888	584 760
Importations de produits agropastoraux	534 615	914 863	855 692	698 948	926 491
Importations de produits de l'industrie alimentaire	102 664	191 407	179 375	144 288	218 067
Importations de produits d'élevage	2 385	2 245	7 240	7 507	7 844
Importations de produits maraîchers (oignon, échalote, poireaux, autres légumes à l'état)	593	1 052	669	268	429
Exportations de produits agricoles	147 081	185 838	153 021	81 108	85 963
Exportations de produits agropastoraux	93 972	135 339	126 891	68 863	102 577
Exportations de produits d'industrie alimentaire	620	514	168	405	5 175
Exportations de produits élevage	50 820	47 916	23 211	10 033	10 765
Exportations de produits maraîchers (oignon, échalote, poireaux, autres légumes à l'état)	43 326	84 833	94 485	55 846	65 542

Unité : milliers de francs CFA

Source : MCPSP

3.3. Axe stratégique 3 : Amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, aux crises et aux catastrophes

L'Initiative 3N se propose de pallier aux insuffisances constatées dans la gestion des crises tout en améliorant la capacité de réponse des ménages et des communautés à la base face aux situations de déficit de production agricole ou pastorale et de catastrophes naturelles. Les mesures promues ont permis de (i) améliorer l'efficacité des mécanismes d'anticipation et de coordination des interventions en situation d'urgence ; (ii) contribuer à apporter des réponses appropriées et adaptées dans les situations d'urgence ; (iii) contribuer à l'élaboration d'un plan de gestion de risques intégrant divers types de risques auxquels font face les producteurs, les ménages et les communautés.

3.3.1. PIP 9 : Prévention et gestion des crises alimentaires

Le PIP 9 a pour objectif d'améliorer les capacités de prévention et de réponse des ménages, des communautés à la base à mieux faire face aux situations d'insécurité alimentaire structurelle et de choc climatique ou écologique. Il vise la mise en place de mesures de prévention et d'un système coordonné d'anticipation et de prise en charge des catastrophes naturelles et des sinistrés. Ce PIP est principalement mis en œuvre par le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA) dépendant de la Primature à travers ces différentes cellules ainsi que son Secrétariat Permanent.

- ***Prévention des crises alimentaires***

Concernant la prévention des crises alimentaires, les actions menées ont principalement concerné les activités du Système d'Alerte Précoce et la création des structures communales et communautaires de suivi de la vulnérabilité et de coordination des réponses d'urgence (97 en 2013, 60 en 2014 et 7 en 2015).

Pour compléter l'appréciation des efforts menés dans le cadre de la prévention des crises alimentaires, il est important de mettre en exergue les activités d'identification des ménages bénéficiaires de kits de petit élevage (volaille, caprin ou ovin, bovin).

- ***Gestion des crises alimentaires***

Il s'agit ici principalement des réponses d'urgence en fin de campagne et en période de soudure à destination des populations identifiées comme vulnérables par le Système d'Alerte Précoce à l'issue de chaque campagne agricole ou en raison de l'effet d'autres crises (tels que les inondations ou les conflits dans les pays limitrophes du Niger). Ces réponses correspondent aux différents Plans de Soutien annuels mis en œuvre par le DNPGCCA, en particulier la Cellule Crise Alimentaire (CCA).

Le stock national de sécurité alimentaire a été reconstitué à hauteur de 30 000 tonnes en 2015. Il était de 46 564 tonnes en 2014, de 22 284,4 tonnes en 2011, de 174 317 tonnes en 2012, suite aux importantes interventions du Gouvernement en vue d'atténuer les effets du déficit céréalier de 2011, et 80 239 tonnes en 2013. A ce titre, le stock national de sécurité (SNS) et la Réserve

Alimentaire Stratégique (RAS) ont bénéficié respectivement de l'achat de 131 217 tonnes de céréales et de 288 835 tonnes.

En outre, les opérations de ventes de céréales à prix modérés ont concerné 388 291 tonnes pour un coût de 116 487 300 000 francs CFA sur la période 2011-2015. Les distributions gratuites ciblées ont porté sur 283 403 tonnes de céréales pour un coût global de 90 764 623 836 francs CFA et ont touché la population en insécurité alimentaire sévère, les personnes victimes des inondations, les réfugiés et les personnes déplacées dues aux crises et conflits armés dans la sous-région (Mali, Nigeria, République Centrafricaine). En plus, 88 272 tonnes de vivres ont été distribuées sous forme de Food For Work pour un coût de 59 933 130 000 francs CFA. Ces activités ont permis chaque année de soutenir entre 350 000 et 850 000 ménages.

Les kits petit élevage caprin ou ovin ont été octroyés à 53 719 ménages avec une moyenne de 4 animaux par ménage alors que 3 023 ménages ont bénéficié de la mise à disposition d'une tête de bétail bovin sur la période.

Tableau 22 : Bilan des réalisations liées à la gestion des crises alimentaires

Indicateurs	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre total de ménages vulnérables en situation de crise alimentaire en période de soudure (mai à août)	401 756	917 419	599 531	1 072 398	682 477
Nombre total de ménages vulnérables en situation de crise alimentaire après la campagne agricole	779 838	554 270	599 659	369 372	479 812
Nombre total de ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire pris en charge	374 395	556 807	799 338	883 072	945 863
Nombre total de ménages victimes d'inondations	6 029	79 903	150 000	300 000	13 761
Nombre total de ménages victimes d'inondations pris en charge	-	25 000	155 912	300 000	13 761
Nombre de ménages vulnérables soutenus par le cash transfert	18 716	178 800	130 000	42 370	55 585
Montant total de cash transfert distribué (x 1000 FCFA)	40 000	38 000	11 569 945	4 260 110	4 553 500
Nombre de ménages vulnérables soutenus par le cash for work	42 978	167 233	228 613	36 770	67 674
Montant total investi pour le cash for work (x 1000 FCFA)	2 965 482	28 182 055	23 172 505	14 292 529	4 447 621
Montant total investi pour le food for work (x 1000 FCFA)	21 150 463	17 757 427	11 264 779	7 218 285	2 542 176
Quantité d'aliments bétail vendue à prix modéré (tonnes)	5 000	21 462	12 173	21 325	2 122
Nombre de ménages bénéficiaires de distributions gratuites de céréales	14 804	142 511	220 686	214 413	186 750
Quantité de céréales distribuée gratuitement (tonnes)	32 791	107 358	47 181	72 294	18 675
Nombre de ménages bénéficiaires de vente de céréales à prix modéré	-	164 757	463 547	115 833	635 854
Quantité de céréales vendue à prix modéré (tonnes)	64 810	131 640	45 936	82 320	63 585,35

Source : DNPGCCA

3.4. Axe stratégique 4 : Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et nigériens

Pour l'amélioration de l'état nutritionnel, l'Initiative 3N prévoit des mesures et investissements visant à contribuer à : (i) la promotion de modèles de consommation alimentaire équilibrée, une bonne hygiène de vie en milieu rural et en milieu urbain, (ii) la réduction de la prévalence des différentes formes de malnutrition, (iii) la prise en charge efficace de la malnutrition aiguë, (iv) le renforcement du dispositif de contrôle sanitaire des denrées alimentaires, (v) le renforcement du Système national de surveillance nutritionnelle et d'évaluation des interventions de nutrition (SNIS, sites sentinelles, SAP, les enquêtes de nutrition).

3.4.1. PIP 10 : Prévention et prise en charge de la malnutrition

L'objectif de ce programme est de réduire l'incidence des différentes formes de malnutrition, notamment la malnutrition aiguë globale qui doit être abaissée de 14,8% en 2012 à moins de 10% en 2015 chez les enfants de 0 à 5 ans et de 19% à moins de 10% chez les femmes enceintes et allaitantes en 2015. Il s'agira également d'augmenter le taux de dépistage actif et la prise en charge de façon adéquate de 80% des enfants souffrant de sous-nutrition aiguë, modérée et sévère au Niger.

De manière spécifique, il s'agit de :

- réduire la malnutrition aiguë globale en dessous du seuil de 10% chez les enfants de 0 à 5 ans ;
- réduire le retard de croissance de 44% à 25% chez les enfants de 0 à 5 ans;
- réduire les carences en micronutriments (iode, vitamine A, fer), notamment en ce qui concerne *a*) la prévalence de l'anémie chez les enfants de 0 à 5 ans de 73% à 50%, *b*) la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer de 46% à 30%, *c*) les carences en vitamine A chez les enfants de moins de 5 ans, *d*) les troubles liés à la carence en iode (TDCI) notamment le goitre chez les enfants d'âge scolaire et chez les femmes en âge de procréer.

Jusqu'à l'enquête nutrition 2014, le taux de prévalence de la Malnutrition Globale (MAG) est de 14,8% ce qui est au-dessus du seuil d'alerte de 10% défini par l'OMS. Quant au taux de malnutrition aiguë sévère (MAS), il est estimé à 2,7% proche également du seuil d'urgence de 3%. Il existe cependant des disparités régionales avec la région de Maradi en situation d'urgence où il a été enregistré 15,7% de MAG, dépassant le seuil d'urgence défini par l'OMS. Le taux de malnutrition chronique (retard de croissance) observé au niveau national est de 45,5% (au-dessus du seuil d'urgence de 40%) avec aussi des disparités régionales (24,0% à Niamey et 55,9% à Maradi). Aussi, la prévalence de l'insuffisance pondérale (globale) des enfants de moins de 5 ans se caractérise sur la période 2011-2015 par une l'insuffisance pondérale critique (classification de la situation nutritionnelle d'après OMS, 2000 : IP \geq 30%). Cependant, on constate une diminution de l'ordre de 4,2% de la prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans.

Les efforts dans le cadre du PIP 10 avaient permis de renverser la tendance observée en 2011. En effet, les interventions d'urgence de 2011 avaient fait baisser le taux de malnutrition aiguë globale à 13,3% en 2013. Cependant, les taux ont augmenté en 2014 et 2015.

Les résultats obtenus dénotent particulièrement une augmentation de 0,8% et de 1% de la prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de 0 à 5 ans par rapport à 2011. Toutefois, les actions engagées ont permis d'obtenir une diminution de l'ordre de 4,2% de la prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans en 2014 par rapport à 2011.

Tableau 23 : Résultats en matière d'amélioration de l'état nutritionnel

Indicateurs	2011	2012	2013	2014	2015
Prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de 0 à 5 ans	14%	14,80%	13,30%	14,80%	15%
Prévalence de l'insuffisance pondérale (globale) des enfants de moins de 5 ans	39%	33,20%	33,60%	34,8%	ND

ND : Données non disponible, le rapport de l'enquête 2015 est toujours attendu

Source : Direction de la Nutrition

Suite à la crise alimentaire de 2011, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle avait touché environ 34,9% des ménages, soit 779 838 ménages (dont 8,5% en insécurité alimentaire « sévère » et 26,4% en insécurité alimentaire « modéré »).

Tableau 24 : Bilan des réalisations liées à la prévention et prise en charge de la malnutrition

Indicateurs	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre de femmes enceintes ou allaitantes ayant bénéficié de distributions de farines fortifiées	89 655	237 089	52 011	29 949	29 754
Nombre d'enfants âgés de 6 à 59 mois ayant reçu une supplémentation de routine en vitamine A	501 953	951 106	831 237	831 237	511 368
Nombre de cas de malnutrition aiguë globale pris en charge	711 102	831 052	926 725	796 927	775 040
Nombre de cas de malnutrition aiguë sévère pris en charge	299 442	368 746	406 327	364 837	354 187
Nombre de cas de malnutrition aiguë modérée pris en charge	411 660	462 306	520 398	432 090	420 853
Nombre d'admis dans les CRENAM récupérés	193 244	384 349	409 845	431 659	449 079
Nombre de cas pris en charge dans les CRENI	35 231	51 428	62 182	58 740	60 629
Nombre d'admis dans les CRENI traités avec succès	28 774	45 302	61 447	54 212	54 732
Nombre de cas pris en charge dans les CRENAS	264 211	317 318	344 145	317 612	306 094
Nombre d'admis dans les CRENAS récupérés	257 701	273 042	300 642	272 502	252 138
Nombre de femmes enceintes ou allaitantes prises en charge *	-	-	325 499	342 663	542 884
Nombre de cantines scolaires créées	-	62	549	0	

Source : SNIS/MSP

* Pour les femmes enceintes ou allaitantes prises en charge en 2011 et 2012, il n'y a pas de centralisation des données

Dans le cadre de la mise œuvre du Plan d'accélération notamment la composante 5, plusieurs activités ont été menées notamment la prévention et la prise en charge de la malnutrition, la surveillance alimentaire et nutritionnelle, la communication pour le développement, la lutte contre les carences en micronutriments et le renforcement de capacités.

Mais les causes de la sous nutrition sont multifactorielles et multisectorielles, nécessitant ainsi une synergie d'interventions pour inverser les tendances. Certaines conditions, entre autres sanitaires caractérisées par de fortes morbidités, les pratiques inadéquates d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE), le faible accès à l'eau potable et la mauvaise hygiène environnementale sont autant de facteurs d'entretien du cycle intergénérationnel de la malnutrition et cause d'une

mortalité infanto juvénile élevée au Niger. En effet, les interventions spécifiques en nutrition du secteur de la santé contribuent pour seulement 20% dans la prévention et la prise en charge de malnutrition, les 80% étant dévolus aux interventions sensibles à la nutrition dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement, de l'éducation, d'eau et d'assainissement etc.).

En effet, le Niger a adhéré aux mouvements internationaux SUN et REACH et les liens entre les autres programmes de santé publique (vaccination, prise en charge intégrée des maladies de l'enfance (PCIME) et le VIH/SIDA) ont été renforcés.

Tableau 25 : Bilan des réalisations dans le domaine de l'amélioration de la Nutrition

Activité	Cible 2014-2015	2014	2015	Cumul 2014-2015	Taux de réalisation
A1. Prévention de la malnutrition					
Mettre en place et équiper des équipes villageoises de promotion de croissance et de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant	350	532	1612	2 144	613%
A2. Prise en Charge de la malnutrition aigüe					
Prendre en charge les cas de malnutrition aigüe sévère chez les enfants de 0 à 59 mois dans les centres de santé	366 858	359 212	109 992	469 204	128%
Prendre en charge des cas de malnutrition aigüe modérée chez les enfants de 6 à 59 mois dans les centres de santé	647 239	424 405	146 347	570 752	88%
Créer de nouveaux centres de récupération nutritionnelle	96	35	161	196	204%
A3. Surveillance alimentaire et nutritionnelle					
Organiser une enquête nationale de nutrition	2	1	1	2	100%
Organiser une étude sur les coûts et besoins pour la prise en charge de qualité de la malnutrition au Niger	1	-	1	1	100%
A4. Communication pour le Développement (CCC/C4D)					
Mettre en place des équipes promotion des Pratiques Familiales Essentielles (dans les villages)	2118	1 092	648	1 740	82%
Former les relais communautaire sur la promotion de l'ANJE	1050	1 086	1 656	2 742	261%
A5. Renforcement des capacités					
Former les Agents de santé en nutrition	360	1 706	1 773	3 479	966%
Former 10 spécialistes en nutrition	10	15	5	20	200%
Former les relais communautaires en Promotion de la Croissance à assise Communautaire (PCAC)	1050	1 883	-	1 883	179%
A6. Lutte contre les carences en micronutriments					
Déparasiter les enfants de 1 à 5 ans avec 2 doses de Mebendazole ou Albendazole (2 doses)	4 600 000	4 234 954	5 874 387	10 109 341	220%
Distribuer des farines fortifiées aux enfants de 6 à 23 mois	299 552	37 683	56 139	93 822	31,3%
Distribuer des farines fortifiées aux femmes enceintes et allaitantes	271 000	28 131	29 754	57 885	21,4%
Assurer la supplémentation des femmes enceintes en fer	890 712	477 795	728 252	1 206 047	135,4%
Supplémenter les enfants de 6 à 59 mois en vitamine A (2 doses/an) en masse et en routine	4 928 491	4 692 313	5 113 563	9 805 876	199%
Renforcement de centres frontaliers de surveillance du sel iodé	8	1	4	5	62,5%

Source : Direction de la Nutrition

• **Prévention de la malnutrition**

Un accent particulier est mis sur les approches de nutrition communautaire par l'autonomisation de la communauté dans la communication pour un changement social (comportement alimentaire et d'hygiène) et l'intégration de la nutrition dans les écoles (Cantine). Ainsi pour une prévision de 350 équipes villageoises (de 5 relais) pour la promotion de la nutrition, 1 612 équipes sont mises en place et fonctionnelles.

- **Prise en charge de la malnutrition**

Tous les hôpitaux, les Centres de Santé Intégrés et certaines cases de santé disposent des unités de dépistage et de prise en charge de la malnutrition. Si les tendances des admissions se maintiennent, plus 100% des enfants malnutris prévus sont pris en charge. C'est ainsi que 196 autres centres de récupération nutritionnelle (CREN) ont été créés ce qui porte à 2091 le nombre de CREN. Cela a permis d'augmenter la couverture et sans doute la qualité de la prise en charge des cas de malnutrition.

- **Surveillance alimentaire et nutritionnelle**

Les enquêtes annuelles (réalisées par l'INS sous le guide de la Direction de la Nutrition selon la méthodologie universelle SMART) régulières permettent de suivre les tendances de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et de recadrer les interventions. L'enquête de 2015 vient d'être réalisée et a donné les résultats suivants :

- Prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) = 15% ;
- Prévalence de la malnutrition chronique (MC) = 46,4 % ;

Deux autres études ont été réalisées: une nationale sur les coûts et besoins pour la prise en charge et la prévention de la malnutrition et l'autre régionale sur les déterminants de la forte prévalence de la malnutrition dans les régions de Maradi et Zinder. Les résultats ne sont pas encore disponibles.

- **Communication pour le Développement**

La promotion des Pratiques Familiales Essentielles (PFE), l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) adéquate sont les approches retenues par les dernières avancées en nutrition comme interventions à haut impact à mettre à l'échelle. Cela a permis de réduire significativement la prévalence de la malnutrition chez les enfants de 0 à 5 ans. Des efforts sont en train d'être faits dans la formation et la mise en place des équipes des relais communautaires. Ainsi, 2 742 prestataires (agents de santé et agents des ONG partenaires du terrain) ont été formés.

- **Renforcement de capacités**

Les différentes formations prévues des agents de santé sur ANJE et des relais communautaire sur PFE et promotion de la croissance à assise communautaire sont réalisées dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Ces différentes formations ont permis de renforcer le plateau technique dans la prévention et la prise en charge de la malnutrition.

- **Lutte contre les carences en micronutriments**

Deux campagnes de masse de supplémentation en vitamine A et déparasitage des enfants de 6 à 59 mois (première dose) ont été réalisés en avril et octobre 2015 et ont permis de couvrir plus de 90% des enfants cibles. Autres interventions de supplémentation et fortification en micronutriments en cours. Pour l'iodation du sel, il a été réalisé une formation de 20 formateurs nationaux. Ces formateurs vont former les techniciens des centres de surveillance.

3.5. Axe stratégique 5 : Animation, coordination de l'Initiative 3N et impulsion des réformes

L'élaboration de la stratégie de l'initiative 3N a eu lieu dans un contexte de fortes contraintes institutionnelles où la fragmentation et le cloisonnement institutionnel ainsi que la faiblesse des administrations du secteur rendaient difficile la gouvernance et la mise en cohérence des actions dans le secteur rural.

L'objet de l'axe 5 de l'initiative 3N est de créer les conditions pour, entre autres : améliorer la gouvernance globale du secteur, réinstaurer le leadership de l'état et ses administrations, responsabiliser les acteurs à tous les niveaux et assurer les fonctions nécessaires à la mise en œuvre efficace de la stratégie. A cet effet, l'action du HC3N devrait induire des changements qualitatifs aussi bien dans les systèmes que dans les approches et méthodes de travail des acteurs. Il doit impulser des réformes adaptées et promouvoir des actions pertinentes visant la communication et le plaidoyer, la promotion de la concertation et du dialogue inclusif, et le renforcement de la coordination institutionnelle. Dans cette perspective, les programmes opérationnels 10, 11 et 12 du cadre stratégique (mobilisation des ressources financières et impulsion des réformes, mobilisation et responsabilisation des acteurs, amélioration de la Gouvernance et renforcement de coordination et du suivi/évaluation) ont fait l'objet du PIP 11 dans le Plan d'investissement 2012-2015.

3.5.1. PIP 11 : Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'Initiative 3N

Ce PIP a pour objectif de créer les conditions de réussite dans la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de l'Initiative 3N, notamment sécuriser les investissements et permettre à chaque acteur de jouer pleinement son rôle.

Les activités réalisées en matière de facilitation, de coordination et de suivi évaluation de l'Initiative 3N ont eu pour principaux effets :

- d'assurer une meilleure visibilité des actions ;
- de réaliser ou accompagner la réalisation des études et réformes ;
- de créer les conditions de mobilisation effective des partenaires des ressources financières et des acteurs ;
- de contribuer au fonctionnement des différents organes de coordination et de concertations prévus par le cadre stratégique ;
- de mettre en place un dispositif de suivi et évaluation.

1. Visibilité des actions

La visibilité des actions de l'Initiative 3N a été assurée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Au niveau interne, il s'est agi de la tenue de plusieurs ateliers nationaux, régionaux et locaux de diffusion des documents de la stratégie, de son plan d'investissement 2012-2015, du plan d'accélération et des différents concepts qui s'y rattachent. Au niveau externe, il s'est agi de plusieurs communications

faites soit par Son Excellence le Président de la République lors des sommets ou des visites de certaines personnalités. On peut citer entre autres :

- la participation remarquée de Son Excellence Monsieur le Président de la République au sommet des Nations Unies sur le climat organisé par le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-Moon en septembre 2014 ;
- la conférence mondiale de Haut niveau sur l'agriculture intelligente au climat, co-présidée par Son Excellence Monsieur le Président de la République et Son Excellence Monsieur Mark Rutte, Premier Ministre des Pays-Bas ;
- le Sommet USA-Afrique, organisé en collaboration avec l'Institut Lugar, sous le haut Patronage de Son Excellence Monsieur le Président de la République à l'occasion duquel s'est tenu un événement parallèle sur l'Initiative 3N ;
- le choix porté par ses pairs de Son Excellence Monsieur le Président de la République pour présider le comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pays membres de UEMOA ;
- etc...

Il est aussi à noter :

- la contribution à la préparation du Programme d'Investissement de l'Etat 2015-2017 et du Projet de Budget 2015 ;
- la préparation des négociations de plusieurs programmes et projets ;
- la participation à la 2^{ème} assise de la coopération décentralisée franco-nigérienne : La contribution du HC3N a consisté à faire Comprendre aux élus Français la notion « les communes sont la porte d'entrée » de l'Initiative 3N.

Toutes ces actions menées au plus haut sommet ont accrue la crédibilité de l'initiative 3N facilitant ainsi le partenariat internationale autour de la stratégie 3N. La poursuite de ces actions sur toute la période du plan d'investissement (une trentaine autres événements majeurs au plan national et international) a amélioré significativement la capacité de mobilisation de ressources extérieures en faveur de la mise en œuvre de l'initiative 3N.

2. Réalisation d'études et de reformes

Sur la période 2011-2015, le HC3N a conduit et/ou contribué à la réalisation d'études, documenté plusieurs thématiques et démarré le processus de réforme dans certains domaines.

Les études réalisées portent entre autres sur la structuration du HC3N, les risques agricoles, la gouvernance responsable des régimes fonciers, l'estimation de la production de Moringa, l'estimation de la production de Gomme arabique et l'étude de faisabilité du FISAN.

Le HC3N a également contribué aux travaux sur la restructuration de l'ONAHA et à l'impulsion du bilan des 20 ans du code Rural, ainsi que la tenue de la conférence internationale sur la sécurisation des ressources partagées et les droits des communautés.

En matière de réformes, les actions sur la période visent l'amélioration des conditions de financement du secteur, le renforcement du système d'appui conseil et de formation des producteurs ainsi que la consolidation de la politique nationale de sécurité nutritionnelle.

- Le Fonds d'Investissement pour la sécurité Alimentaire et nutritionnelle (FISAN) : Une étude préalable a fait un état des lieux des fonds et mécanismes existants avant de suggérer un ensemble de dispositifs avec trois facilités : Crédit Agricole, Investissements structurants et subventions ciblées. La prochaine étape est d'approfondir chaque facilité et élaborer une feuille de route ;
- La Maison du Paysan : Le système de services intégrés dénommé la « Maison du Paysan » contribuera à renforcer l'offre de services à la production en le rapprochant des ruraux ;
- La mise en place de Centres de Formation Communautaire : sur la base de l'expérience d'un lycée technique agricole et le centre Songhaï.

Aussi, le développement de la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle a fait l'objet de réflexions suivies par des consultations larges compte tenu de l'aspect multisectoriel de la nutrition.

3. Mobilisation des partenaires, des ressources financières et des acteurs

La mobilisation des partenaires est associée à celle des ressources financières du secteur. Ainsi, cette mobilisation s'est fortement accrue sur la période 2011-Juin 2015 avec comme effets majeurs, la multiplication des investisseurs dans le secteur notamment par l'augmentation du nombre de projets et programmes (achevés, en exécution ou en préparation) passant ainsi de 63 en 2010 à plus 160 en 2015. Aussi, il faut noter l'augmentation du nombre des PTF participants au financement du secteur. Au total, 62 partenaires participent au financement des projets contribuant à la mise en œuvre de l'Initiative 3N (27 partenaires multilatéraux et 35 partenaires bilatéraux) aux côtés de l'Etat. **Globalement, ces efforts sont traduits par la mobilisation des ressources au-delà des prévisions initiales.**

4. Fonctionnement des organes de coordination et de concertations

Afin d'assurer une mise en œuvre inclusive de l'Initiative 3N, de respecter les rôles et mandats des acteurs institutionnels et veiller à la synergie dans l'action, le cadre stratégique a retenu un dispositif institutionnel comprenant des instances à tous les niveaux administratifs. La mise en place de ce dispositif n'a démarré qu'à partir de 2013 à l'issue des missions et des réflexions participatives avec les acteurs nationaux et locaux.

Au niveau central, un Comité Interministériel d'Orientation (CIO), cinq (5) Comités Multisectoriels de Pilotage des Programmes Stratégiques (CMPS par axe de la stratégie), et un Cadre National de Concertation et Dialogue des Acteurs (CNDA) sont créés avec des niveaux de fonctionnalité très variables.

Les réunions du CIO sont tenues assez régulièrement sous la présidence du Président de la République de même que les CMPS 4 « Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et

nigériens » et CMPS 5 « Création d'un environnement favorable, coordination, mobilisation et animation ».

Au niveau déconcentré, l'essentiel des instances régionales, départementales et communales sont mises en place soit huit (8) Cadres régionaux de concertation des acteurs (CRCA), huit comités techniques régionaux (CTR) et soixante-trois (63) comités techniques départementaux et cent soixante-seize (178) cadres communaux de concertation des acteurs (CCCA).

L'appui à la régionalisation s'est poursuivi et renforcé par l'initiation et l'application de l'approche Commune de Convergence (ComDeCo) pour lever les contraintes institutionnelles, techniques et méthodologiques qui ont réduit la mise en œuvre de l'initiative 3N sur le terrain. Cette approche a été élaborée en respect des orientations stratégiques et sur la base de la prise en compte de plusieurs préoccupations (décentralisation, déconcentration, financement, concertation, coordination, résilience communautaire, capitalisation et mise à l'échelle des bonnes pratiques, etc.). Elle fait l'objet de réflexion pour sa formalisation en une démarche de mise en œuvre de l'initiative à la base. Cette démarche a permis d'obtenir des avancées suivantes :

- L'animation des rencontres du groupe d'experts, l'identification de 35 communes pilotes et l'élaboration d'une note conceptuelle et des outils techniques ;
- L'installation des groupes Techniques de Travail et des points focaux ComDeCo ;
- Le renforcement des communes par la mise en place des volontaires et des assistants techniques ;
- La réalisation de 22 planifications participatives pour une offre d'intervention d'environ 35 milliards de FCFA ;
- La réalisation d'une enquête référentielle des indicateurs et la tenue d'un atelier de validation des résultats ;
- L'établissement du bilan de la mise en œuvre des programmations 2014 pour mieux appréhender les forces et les faibles de l'expérience ;
- L'élaboration d'une note de cadrage complétant la note conceptuelle et précisant davantage les objectifs de l'approche, les principes d'intervention, la démarche et les outils méthodologiques, les acteurs et leurs rôles ainsi que les modalités de mise en œuvre, de financement et de suivi évaluation ;
- La signature des conventions de financement des plans d'action de 15 communes pour l'année 2015 avec les agences du système des Nations Unies.

5. Le suivi-évaluation

L'objet principal du suivi-évaluation de l'Initiative 3N est de fournir l'information nécessaire quant aux prises des décisions sur les choix des options techniques et les orientations nouvelles éventuelles. A ce titre, il a été mis en place un dispositif et des mécanismes de suivi et d'évaluation à même de renseigner sur les progrès ou non, quantitatifs et qualitatifs, ainsi que sur les avantages générés suite à la mise en œuvre de l'Initiative 3N. Ce dispositif s'est inspiré tout d'abord des

expériences antérieures s'agissant des politiques sectorielles et puis sur les outils et acquis méthodologiques en place ainsi que sur les principaux produits élaborés, lesquels constituent des sources d'informations produites par les différentes structures nationales.

C'est ainsi qu'il a été développé une application informatique, Système Automatisé de Suivi-Evaluation de l'Initiative 3N (SASE-i3N), pour déterminer les tendances et de mesurer le niveau de réalisation des projets et programmes d'une part et évaluer les effets et les impacts induits par la mise en œuvre de l'Initiative 3N d'autre part. Le SASE-i3N, outil collaboratif et d'aide à la prise de décisions, est accessible à distance et destiné à l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de collecte, de traitements et d'exploitation des données et informations de l'Initiative 3N. Aussi, il faut noter comme activités :

- L'élaboration de la situation de référence des programmes stratégiques de l'Initiative 3N et la cartographie des financements et des acteurs ;
- L'élaboration du manuel de suivi évaluation de l'Initiative 3N ;
- L'élaboration des différents rapports de l'Initiative 3N.

Le Plan d'Accélération 2014-2015 a permis de lancer aussi les chantiers de réformes complémentaires ci-après :

- Le dispositif d'appui conseil aux producteurs ;
- Le mécanisme de innovant de financement : Fonds d'Investissement pour la sécurité Alimentaire et nutritionnelle (FISAN) ;
- La structuration de l'ONAHA ;
- L'amorce de concertation sur les questions foncières ;
- La multiplication des projets de Partenariat-Public-Privé (PPP).

Tableau 26 : Principales réalisations physiques de la mise en œuvre du Plan d'investissement 2012-2015

Résultats attendus Plan d'Investissements 2012-2015	Résultats atteints 2012 - 2015
125 000 de superficies mis en valeur sous irrigation (85 000 en 2011)	113 060 ha sont mis en valeur sous irrigation (90,45%)
10 000 ha de nouvelles superficies irriguées sont aménagés	4 123 ha de nouveaux AHA sont réalisés, soit un taux global de 41,2%
10 000 ha réhabilitation/confortation des aménagements hydro agricoles	La superficie totale des AHA réhabilités est de 3 864 ha soit un taux global de réalisation de 38,6%
20 000 ha de petits périmètres irrigués aménagés	20 073 ha de petits périmètres sont aménagés pour le développement de la petite irrigation, soit un taux d'exécution de 100,4%
700 ouvrages (barrages, retenues d'eau, seuils d'épandage, aménagement mares) réalisés/réhabilités	218 ouvrages ont été réalisés/réhabilités dont 30 barrages, 78 seuils d'épandage et 110 mares (y compris ouvrages de contrôle de mares), soit un taux de réalisation de 31,1%
400 000 tonnes de production annuelle de cultures irriguées en équivalent céréalier	442 331 tonnes de production irriguée en équivalent céréalier en 2014 2015 : en cours
5 562 000 tonnes de production céréalière annuelle	5 425 709 tonnes produites en 2015
Appui aux producteurs	<ul style="list-style-type: none"> - le fonçage de 18 738 forages à but agricole et de 4 304 puits maraîchers - la mise en place d'intrants agricoles : 134 284,4 tonnes d'engrais et 1 261 474 sachets de fongicide ont été mobilisées entre 2011 et 2015. Les quantités de semences améliorées ont passées de 5 000 tonnes/an à 12 000 tonnes/an. 100% de couverture phytosanitaire avec plus de 200 000 litres de produits par an - la mise en place de matériels et d'équipements agricoles : 18 738 groupes motopompes, 693 010 ml de réseau californien, 268 128 ml de clôture grillagée, 534 661 ml de clôture barbelée, 12 569 kits à traction animale, 65 568 kits à matériels aratoire, 4 552 charrettes, 2 273 tracteurs, 216 motoculteurs et 167 batteuses, etc. - La mise en place des kits communaux constitués de 98 magasins de stockage, 218 Centrales Communales d'Approvisionnement en intrants et matériels agricoles, 8 comptoirs d'oignon opérationnels et 429 km de piste de desserte - La mise en place des kits villageois constitués de 151 boutiques d'intrants dotées de 1 139,36 tonnes d'engrais, 1 213 banques céréalières dotées de 18 781,15 tonnes de céréales et 334 magasins de warrantage et 239 parcs de vaccination construits et/ou réhabilités - La mise en place des kits ménages constitués de 5 053 parcelles de maraîchage de 250 m² en moyenne par femme
45% d'accroissement des productions de lait	1 163 939 litres de lait produits en 2015
Sécurisation des systèmes de productions animales	<ul style="list-style-type: none"> - la réalisation/réhabilitation de 1 158 équivalents points d'eau pastoraux (539 nouveaux puits pastoraux et 193 puits pastoraux réhabilités, 17 nouveaux forages et stations de pompes et 16 forages pastoraux réhabilités) - le balisage de 12 103 km de couloirs de passage - la mise en place de la complément alimentaire pour le cheptel de : 340 broyeurs, 105 534 tonnes d'aliments bétail, 105 176 blocs multi-nutritionnels, 355 banques d'aliments bétail, 29 magasins de stockage d'aliments bétail, 79 centrales communales d'approvisionnement en aliments bétail et 1 032 kg de semences fourragères - l'installation de 47 mini-fermes avicoles

Résultats attendus Plan d'Investissements 2012-2015	Résultats atteints 2012 - 2015
260 000 ha de terres dégradées récupérées	254 536 ha de terres dégradées ont été récupérés, soit un taux de réalisation de 97,9%
65 000 hectares de dunes stabilisés	39 771 ha ont été stabilisés (62,1% de taux de réalisation)
46 000 ha faucardés pour protéger contre les plantes envahissantes terrestres et aquatiques	28 710,13 ha faucardés (62,41% de taux de réalisation) sur la période 2011-2015
km de bandes pare-feu réalisés	105 861 km de bande par feu réalisées sur la période 2011-2015
500 mares empoissonnées	269 mares ont été empoissonnées, soit un taux de réalisation de 53,8%
Les conditions pour une mise en marché efficace des produits agricoles de base et des produits agro-alimentaires sont créées	Réalisation d'infrastructures de transformation, de conservation, de commercialisation et de transport des produits agrosylvopastoraux notamment : 6 mini laiteries péri-urbaines installées, 2 unités transformation résidus agricoles, 241 abris conservation de 1 à 3 tonnes créés, 608 km de pistes de désenclavement construits, 13 unités de transformation de produits agropastoraux, 53 marchés à bétail, 7 comptoirs
Opérations de ventes de céréales à prix modérés	388 291 tonnes pour un coût de 116 487 300 000 FCFA sur la période 2011-2015
Distributions gratuites ciblées de céréales	283 403 tonnes de céréales pour un coût global de 90 764 623 836 FCFA
Distributions de vivres sous forme de Food For Work	88 272 tonnes de vivres pour un coût de 59 933 130 000 FCFA
Réduire le taux de malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans en dessous de 10%	Augmentation de 1% du taux de malnutrition passant de 14% en 2011 à 15% en 2015 (toujours au-dessus du seuil de 10%)
Mise en place de plateforme de services intégrés ou Maisons de Paysans	La construction et l'équipement de : <ul style="list-style-type: none"> - 72 Magasins communaux des stocks de sécurité alimentaire avec 23 137 tonnes de céréales - 76 Centrales communales d'approvisionnement en intrants agricoles avec 78 948,5 tonnes de semences, 96 711,8 tonnes d'engrais et 527 718 litres de produits phytosanitaires - 79 Centrales communales d'approvisionnement en aliments pour bétail avec 75 990 tonnes d'aliments pour bétail - 210 Centres de formation aux métiers (Ex CFDC = Centre de Formation en développement communautaire) - 146 Institutions de Micro Finances (IMF) - 170 Radios communautaires La mise à la disposition des producteurs de 2 216 tracteurs, 15 507 kits de matériel de traction animale La mise en place de 1 087 Champs Ecoles Paysans (CEP) La formation de 3 961 membres des coopératives en appui conseil

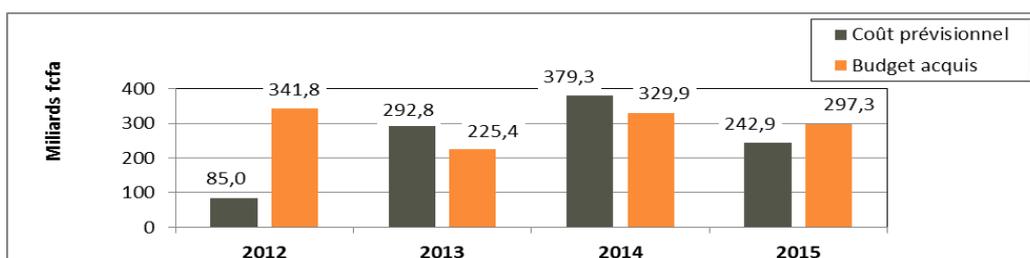
NB : Toutes les données ci-dessus intègrent celles annoncées dans le Programme d'urgence 2011-2012

IV. NIVEAU DE FINANCEMENT DU PLAN D'INVESTISSEMENT 2012-2015 DE L'INITIATIVE 3N

4.1. Mobilisation des ressources

Le Plan d'Investissements 2012-2015 de l'Initiative 3N, présenté en marge de la table ronde de Paris sur le financement du PDES 2012-2015, est évalué à 1 000,185 milliards de FCFA.

Le bilan de mobilisation au 30 juin 2015 s'établit à de 1 194,36 milliards¹, correspondant à un taux de mobilisation de fonds de 119,43%. Comme explicité dans le graphique et le tableau ci-dessous, les attentes de mobilisation de fonds, sur ressources propres de l'Etat ou sur financements internationaux, ont été atteintes et dépassées en particulier en 2012 et 2015.



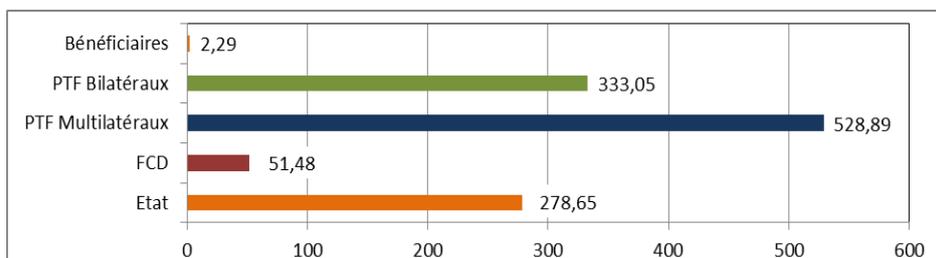
Graphique 7 : Décomposition des financements 2012-2015 par année

Tableau 27 : Décomposition prévisions des financements 2012-2015 par année

Année	Financements		Taux de mobilisation (%)
	Prévus	Acquis	
2012	85,05	341,78	401,85%
2013	292,77	225,37	76,97%
2014	379,34	329,93	86,97%
2015	242,85	297,28	122,41%
TOTAL	1 000, 01	1 194,36	119,43%

Unité : milliards de FCFA

Les ressources mobilisées sur la période 2012-2015 sont de différentes natures. Sur le total de 1 194,36 milliards de FCFA, l'Etat a injecté 278,65 milliards de FCFA soit 23,3% alors que les contributions des partenaires financiers bilatéraux et multilatéraux correspondent respectivement à 27,9% et 44,3% des financements totaux, celle du fonds Commun des Donateurs de 4,31% et la contrepartie des bénéficiaires de 0,19%.



Unité : milliards de FCFA

Graphique 8 : Décomposition des financements par typologie de partenaires financiers 2012-2015

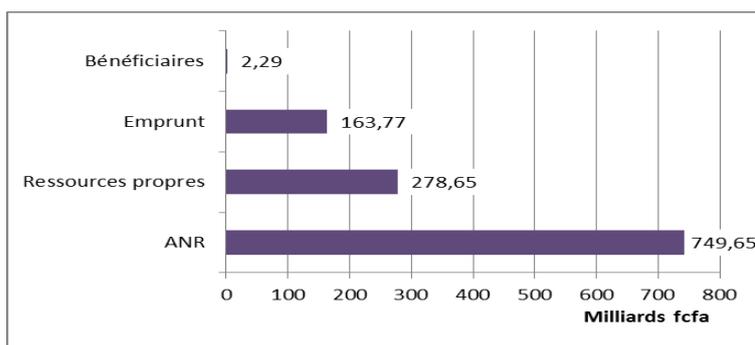
¹ Ce montant est calculé à partir des budgets prévisionnels des différents projets/programmes (clos/en cours) contribuant à la mise en œuvre de l'Initiative 3N sur la période 2012-2015, répertoriés par le HC3N à la date du 30 juin 2015. Une étude portant sur le financement de l'Initiative 3N par les ONG est en cours. Ce montant pourrait donc subir des modifications ou ajustements d'ici fin 2015.

Tableau 28 : Décomposition des financements par typologie de partenaires financiers 2012-2015

Source	Financement	Part (%) sur total
Etat	278,65	23,33%
PTF bilatéraux	333,05	27,89%
PTF multilatéraux	528,89	44,28%
Fonds Commun des Donateurs	51,48	4,31%
Bénéficiaires	2,29	0,19%
Total	1 194,36	100%

Unité : milliards de FCFA

Le financement du Plan d'investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N est couvert à 62,8% par les Aides Non Remboursables (ANR) et 13,7% par les Emprunts.



Unité : milliards de FCFA

Graphique 9 : Financement du Plan d'investissement par type de financement 2012-2015**Tableau 29** : Financement du Plan d'investissement par type de financement 2012-2015

Type de financement	Financement	Part (%) sur total
Aide Non Remboursable	749,65	62,8%
Ressources propres	278,65	23,3%
Emprunt	163,77	13,7%
Bénéficiaires	2,29	0,2%
Total	1 194,36	100%

Unité : milliards de FCFA

4.2. Niveau des financements par Axe stratégique et par Programme d'investissement prioritaire

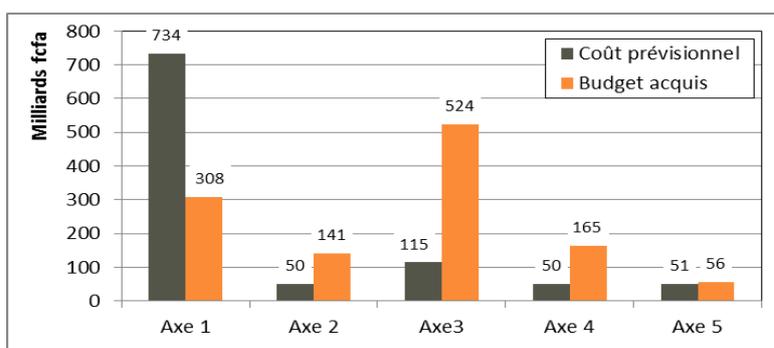
Le tableau ci-dessous donne une comparaison entre les budgets prévus initialement dans le Plan d'Investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N et les financements acquis par axe stratégique et Programme d'Investissement Prioritaire (PIP).

Tableau 30 : Financement du Plan d'Investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N

Axe stratégique	PIP	2012	2013	2014	2015	TOTAL		
Axe stratégique 1 : Accroissement des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques	PIP 1 : Amélioration de la productivité et des revenus agricoles par la maîtrise de l'eau	Budget prévu	31,90	82,27	172,86	62,97	350,00	100%
		Budget acquis	27,09	37,80	35,05	30,28	130,22	37%
	PIP 2 : Modernisation des systèmes de cultures pluviales et des filières	Budget prévu	2,79	43,97	30,63	22,85	100,25	100%
		Budget acquis	10,80	14,84	9,12	7,95	42,71	43%
	PIP 3 : Sécurisation des systèmes de production animale	Budget prévu	0,02	20,35	20,35	19,29	60,00	100%
		Budget acquis	5,78	7,42	5,47	2,62	21,29	35%
	PIP 4 : Intensification des productions animales à cycle long	Budget prévu	0,35	8,00	8,50	5,05	21,90	100%
		Budget acquis	3,02	6,04	13,08	12,66	34,80	159%
	PIP 5 : Promotion des filières avicoles et piscicoles	Budget prévu	0,84	5,05	8,00	4,21	18,10	100%
		Budget acquis	2,90	1,84	2,89	5,84	13,47	74%
	PIP 6 : Gestion durable des terres et des écosystèmes	Budget prévu	24,10	37,53	45,15	52,41	159,19	100%
		Budget acquis	8,37	11,88	18,91	22,82	61,98	39%
	PIP 7 : Valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux	Budget prévu	1,50	4,25	7,88	11,38	25,00	100%
		Budget acquis	0,31	0,39	1,05	1,71	3,46	14%
Axe stratégique 2 : Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires	PIP 8 : Transformation et commercialisation des produits	Budget prévu	0,00	18,30	17,15	14,55	50,00	100%
		Budget acquis	21,85	15,97	41,68	61,66	141,16	282%
Axe stratégique 3 : Amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, aux crises et aux catastrophes	PIP 9 : Prévention et gestion des crises alimentaires	Budget prévu	7,92	43,25	39,38	24,46	115,00	100%
		Budget acquis	208,99	71,95	151,91	91,47	524,32	456%
Axe stratégique 4 : Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et nigériens	PIP 10 : Prévention et prise en charge de la Malnutrition	Budget prévu	14,01	9,96	12,67	13,36	50,00	100%
		Budget acquis	44,25	44,00	34,03	42,50	164,78	330%
Axe stratégique 5 : Animation, coordination de l'Initiative 3N et impulsion des réformes	PIP 11 : Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'Initiative 3N	Budget prévu	1,62	19,84	16,78	12,33	50,57	100%
		Budget acquis	8,42	13,25	16,73	17,78	56,18	111%
TOTAL	Budget prévu	85,05	292,77	379,34	242,85	1 000,01	100%	
	Budget acquis	341,78	225,37	329,93	297,28	1 194,36	119%	

Unité : milliards de FCFA

L'analyse des niveaux de fonds alloués aux différents axes stratégiques de l'Initiative 3N permet d'apprécier les efforts de mobilisation. Il ressort du graphique ci-dessous que les financements acquis dans la période 2012-2015 ont permis d'atteindre et de dépasser les prévisions, exception faite pour l'axe stratégique 1. En effet, si pour le premier axe les financements acquis représentent 41,93% des prévisions, les taux de mobilisation financière des autres axes sont très satisfaisants et atteignent des niveaux très élevés. Les axes 3 et 4 en particulier connaissent des niveaux de financement très importants respectivement de 524,32 milliards de FCFA mobilisés sur 115 milliards prévus et 164,78 milliards de FCFA sur 50 milliards de FCFA.



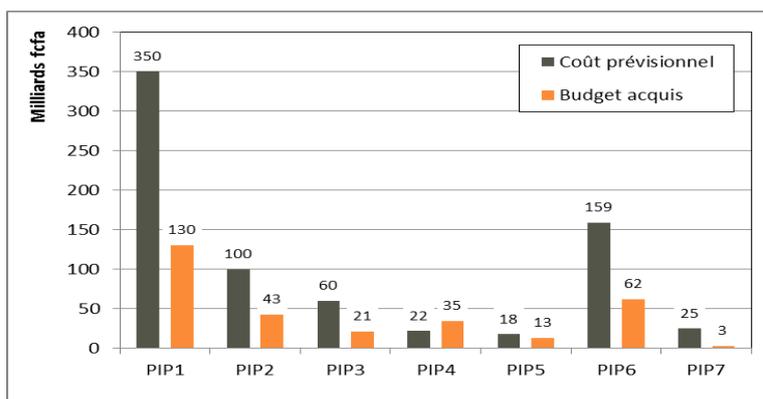
Graphique 10 : Financement du Plan d'Investissement 2012-2015 par axe stratégique

Tableau 31 : Financement du Plan d'Investissement 2012-2015 par axe stratégique

Axe Stratégique	Budget prévu	Budget Acquis	Taux de mobilisation
Axe stratégique 1 : Accroissement des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques	734,44	307,93	41,93%
Axe stratégique 2 : Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires	50,00	141,16	282,32%
Axe stratégique 3 : Amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, aux crises et aux catastrophes	115,00	524,32	455,93%
Axe stratégique 4 : Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et nigériens	50,00	164,78	329,56%
Axe stratégique 5 : Animation, coordination de l'Initiative 3N et impulsion des réformes	50,57	56,18	111,10%
Total	1 000,01	1 194,36	119,43%

Unité : milliards de FCFA

Afin d'avoir une meilleure appréciation des financements mobilisés pour l'axe 1 relatif à l'accroissement des productions agro-sylvo-pastorales, il s'avère intéressant d'analyser les données relatives aux Programmes d'Investissements Prioritaires (PIP) qui contribuent à sa mise en œuvre (PIP 1 à PIP 7). Le graphique et le tableau ci-dessous montrent que seul le PIP 4 relatif à l'intensification des systèmes de production animale à cycle long a atteint des niveaux supérieurs aux prévisions. Parmi les autres PIP, il faut relever la très faible mobilisation de fonds pour le programme relatif à la valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux (13,84%) et pour ceux concernant (i) l'amélioration de la productivité et des revenus agricoles par la maîtrise de l'eau (PIP 1), (ii) la modernisation des systèmes de cultures pluviales (PIP 2), (iii) la sécurisation des systèmes de production animale (PIP 3), (iv) la gestion durable des terres et des écosystèmes (PIP 6), demeurant en dessous de 50% de mobilisation par rapport aux attentes.



Graphique 11 : Evolution des financements relatifs à l'Axe stratégique 1 de 2012 à 2015

Tableau 32 : Financement du PIP 1 au PIP 7 de 2012 à 2015

Programme d'Investissement Prioritaire (PIP)	Budget prévu	Budget Acquis	Taux de mobilisation
PIP 1 : Amélioration de la productivité et des revenus agricoles par la maîtrise de l'eau	350,00	130,22	37,21%
PIP 2 : Modernisation des systèmes de cultures pluviales et des filières	100,25	42,71	42,60%
PIP 3 : Sécurisation des systèmes de production animale	60,00	21,29	35,48%
PIP 4 : Intensification des productions animales à cycle long	21,90	34,80	158,90%
PIP 5 : Promotion des filières avicoles et piscicoles	18,10	13,47	74,44%
PIP 6 : Gestion durable des terres et des écosystèmes	159,19	61,98	38,93%
PIP 7 : Valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux	25,00	3,46	13,84%
Total Axe stratégique 1	734,44	307,93	41,93%

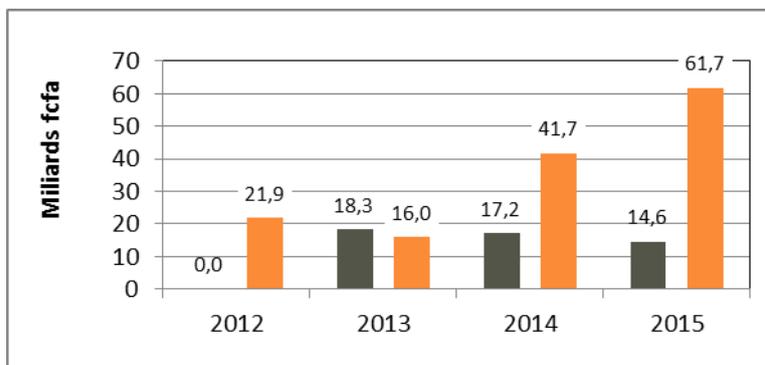
Unité : milliards de FCFA

Dans le cadre de la mobilisation des financements relatifs à l'axe 2 (PIP 8), nous constatons que les attentes ont été largement dépassées. En effet, les activités dans le domaine de la transformation et de la commercialisation des produits ont mobilisé 141,16 milliards sur la période 2012-2015 avec un taux de mobilisation de 282% par rapport aux prévisions de 50 milliards (probablement sous-estimées).

Tableau 33 : Financement du PIP 8 de 2012 à 2015

PIP		2012	2013	2014	2015	Total	
PIP 8 : Transformation et commercialisation des produits	Budget prévu	0,00	18,30	17,15	14,55	50,00	100%
	Budget acquis	21,85	15,97	41,68	61,66	141,16	282%

Unité : milliards de FCFA

**Graphique 12** : Evolution des financements relatifs à l'Axe stratégique 2 de 2012 à 2015

Quant au financement de l'Axe Stratégique 3 (PIP 9) relatif à la prévention et gestion de crises alimentaires, il faut noter qu'une part importante des 524,32 milliards de FCFA alloués à cet axe concerne les mécanismes de réponses ponctuelles aux crises. Mais également une sous-estimation des coûts de la gestion de crises. Il s'agit principalement de la mise en œuvre des Plans de Soutien aux populations de zones identifiées comme vulnérables en raison d'un échec de la campagne agricole. Ces Plans de Soutien sont élaborés annuellement, mis en œuvre pendant la période de soudure, gérés par le Dispositif National de Prévention et Gestion de Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA) et financés principalement par le Fond Commun des Donateurs et par

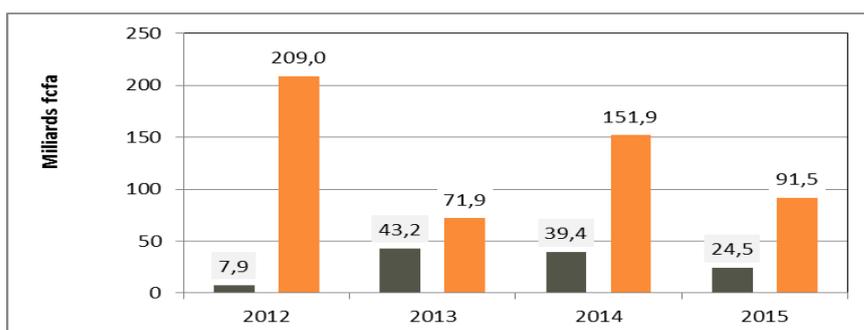
des fonds publics. Les activités sont constituées d'actions d'urgence, en particulier des ventes de céréales à prix modérés, des distributions gratuites de vivres, des distributions d'argent contre travail. Cependant, les actions peuvent également comprendre des appuis aux activités productives, tels que des distributions d'aliments bétail, de semences ou encore d'engrais. Le financement de l'Axe 3 comporte également la réalisation des enquêtes de vulnérabilité et autres systèmes de suivi et d'évaluation des besoins permettant d'élaborer et de dimensionner les Plans de Soutien Annuels.

Il ressort du tableau ci-dessous que l'effort de mobilisation de fonds est plus significatif pour les années 2012 et 2014.

Tableau 34 : Financement du PIP 9 de 2012 à 2015

PIP		2012	2013	2014	2015	TOTAL	
PIP 9 : Prévention et gestion des crises alimentaires	Budget prévu	7,92	43,25	39,38	24,46	115,00	100%
	Budget acquis	208,99	71,95	151,91	91,47	524,32	456%

Unité : milliards de FCFA



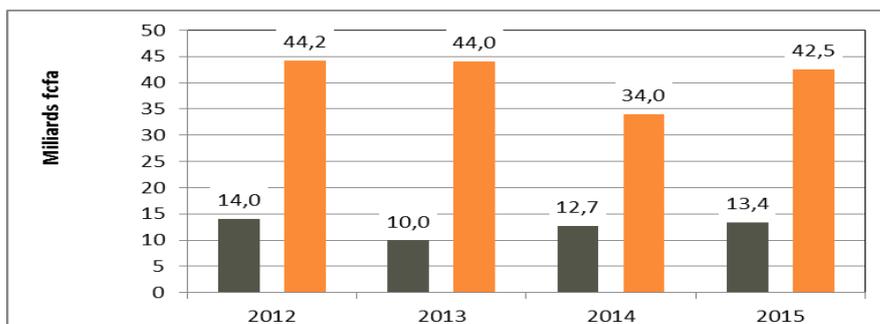
Graphique 13 : Evolution des financements relatifs à l'Axe stratégique 3 de 2012 à 2015

Le financement de l'Axe stratégique 4 comprend également une part très importante liée au traitement de la malnutrition aiguë (financé presque intégralement par des financements humanitaires) en particulier pendant les pics de malnutrition correspondant à la période de soudure. Là encore il s'agit donc principalement d'actions planifiées à court terme pour des effets immédiats mais n'ayant pas forcément un objectif d'améliorer la résilience et les moyens d'existence ni de prévenir durablement l'effet des crises alimentaires et nutritionnelles. Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, les financements en matière de nutrition sont plutôt stables avec des valeurs annuelles aux alentours de 40 milliards de FCFA.

Tableau 35 : Financement du PIP 10 de 2012 à 2015

PIP		2012	2013	2014	2015	Total	
PIP10 : Prévention et Prise en charge de la Malnutrition	Budget prévu	14,01	9,96	12,67	13,36	50,00	100%
	Budget acquis	44,25	44,00	34,03	42,50	164,78	330%

Unité : milliards de FCFA



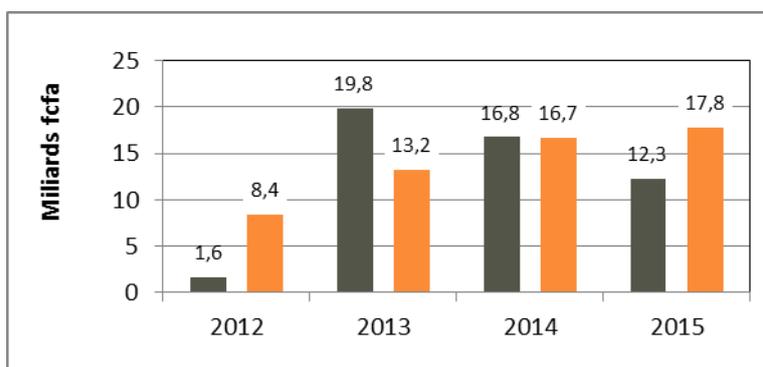
Graphique 14 : Evolution des financements relatifs à l'Axe stratégique 4 de 2012 à 2015

En ce qui concerne le financement de l'axe 5 (PIP 11), les fonds mobilisés par l'Etat et/ou les partenaires techniques et financiers ont respecté les prévisions. De fait, sur 50,57 milliards de FCFA prévus dans le Plan d'Investissements 2012-2015, les fonds obtenus sont à hauteur de 56,18 milliards de FCFA, correspondant à un taux de mobilisation de 111%.

Tableau 36 : Financement du PIP 11 de 2012 à 2015

PIP		2012	2013	2014	2015	TOTAL	
PIP 11 : Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'Initiative3N	Budget prévu	1,62	19,84	16,78	12,33	50,57	100%
	Budget acquis	8,42	13,25	16,73	17,78	56,18	111%

Unité : milliards de FCFA



Graphique 15 : Evolution des financements relatifs à l'Axe stratégique 5 de 2012 à 2015

4.3. Niveau d'exécution des financements

En ce qui concerne l'exécution budgétaire des fonds mobilisés, le taux d'exécution des financements acquis est de 85%. En effet, sur 712,03 milliards de FCFA mobilisés entre 2012 et 2014 dont nous avons des informations sur l'exécution, 607,75 milliards de FCFA ont été exécuté. Le tableau et le graphique ci-dessous font ressortir l'évolution du financement tant les axes stratégiques que les PIP sur la période 2012-2014.

4.4. Contribution au PIB

Le niveau important des investissements (1 194,36 milliards de FCFA dont 278,65 milliards de FCFA de l'Etat) à travers un peu plus de 160 projets et programmes (achevés ou en cours) sur la période 2012-2015, a permis d'aboutir aux résultats illustrés ci-dessous.

Sur la période 2011 à 2015, le taux de croissance économique se situe à 6,0%, en moyenne par an, niveau supérieur au taux de croissance de la population (3,9%).

Principal moteur de la croissance de l'économie nigérienne, le secteur primaire enregistre une hausse de 1,4% en 2015 pour représenter 41,3% du PIB, contre 9,0% en 2014. Cette faible évolution est imputable à toutes les branches de ce secteur, notamment la pêche (- 10%) et l'agriculture (+ 1,2%). La baisse de la production de la pêche est due essentiellement à l'insécurité dans le Lac Tchad tandis que la faible progression de la production agricole est en lien avec la baisse des cultures irriguées (- 13,2%), notamment le poivron (- 42,9%), l'oignon (- 25,5%) et la tomate (- 22,7%).

Tableau 37 : Taux de croissance du PIB réel global et du secteur primaire de 2011 à 2015

Indicateurs	Réalizations				
	2011	2012	2013	2014	2015
Taux de croissance du PIB réel	2,3	11,8	5,3	7,0	3,5
Taux de croissance du PIB réel du secteur primaire	- 3,0	14,9	- 0,5	9,0	1,4
Taux de croissance réel du PIB du secteur de l'agriculture	- 6,7	22,3	- 3,0	11,9	1,2
Taux de croissance réel du PIB du secteur de l'élevage	4,5	2,6	4,1	3,2	4,2
Taux de croissance réel du PIB du secteur forestier	2,5	1,7	1,7	2,9	2,3
Taux de croissance réel du PIB du secteur de la pêche	3,5	3,0	9,2	6,9	- 10,0
Importance du secteur primaire par rapport au PIB	42,6	43,8	41,5	42,3	41,3

Source : INS

V. DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS ENVISAGEES

5.1. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées tout le long de la période en question pour la réalisation des investissements prévus sont entre autres :

- les difficultés de mobilisation des fonds inscrits au titre du budget national, les retards dans la mise en œuvre des actions et la complexité de procédures nationales de décaissement ;
- la lenteur dans le processus de passation des marchés publics ;
- la faiblesse des entreprises nationales sur la plupart des chantiers ;
- l'insuffisance de matériels et en particulier de la logistique nécessaire aux administrations déconcentrées.
- le faible nombre de projets en exécution sous tutelle de certains secteurs comme ceux de l'élevage et dans des domaines comme ceux de la valorisation des sous-produits forestiers non ligneux et l'élevage à cycle court ;
- la faiblesse des capacités de certaines administrations assurant la maîtrise d'œuvre des PIP, se traduisant par la faible maîtrise de la programmation et des réalisations de certains partenaires, notamment les ONG ;
- la faible circulation de l'information entre le niveau décentralisé et le niveau central, d'une part et entre les projets/programmes et leurs administrations centrales de tutelle d'autre part.

5.2. Solutions envisagées

Les solutions envisageables pour faire face aux difficultés se résument comme suit :

- l'adoption de procédures souples de mobilisation des fonds inscrits au budget national, la nécessité d'alléger le processus de marché public (en cours) et le renforcement des capacités des administrations ;
- la dotation en logistique aux administrations déconcentrées ;
- la formulation des dossiers de projets d'appui aux filières en vue de booster la mise en œuvre du Programme portant sur l'accroissement des productions forestières, fauniques, halieutiques et apicoles ;
- l'accroissement de la synergie entre les départements ministériels et les ONG pour faciliter la prise en compte des réalisations et de financements par ces dernières ;
- le renforcement des mécanismes de programmations communes ainsi que de suivi évaluation des réalisations ;
- l'amélioration de la circulation de l'information entre les acteurs de la mise en œuvre de l'Initiative 3N du niveau central au niveau décentralisé.

La réactualisation du Plan d'investissement pour la nouvelle période 2016-2020 devrait par ailleurs être une occasion d'aller au-delà de certaines limites et insuffisances constatées pendant la phase 2012-2015.

VI. PERSPECTIVES POUR LA PHASE 2016-2020 DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N

Sans nul doute, la Stratégie de l'Initiative 3N a enregistré des résultats probants sur les réformes structurelles, la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté avec comme leviers et sur l'amélioration des bases productives (irrigation, approvisionnement en intrants de tous genres, restauration des terres, prévention contre les crises et catastrophes). Cependant, malgré ces résultats, des efforts restent à faire sur le développement des filières, la maîtrise totale de l'eau pour faire face aux aléas climatiques et la prise en charge totale de la résilience des populations face à ces crises. Le cadre stratégique de l'Initiative 3N est élaboré pour l'horizon temporel 2035. Le constat qui se dégage de la mise en œuvre du premier plan d'investissement de la stratégie de l'Initiative 3N est qu'il reste encore approprié et pertinent pour orienter le prochain plan d'investissement.

C'est pourquoi, la mise en œuvre de la Stratégie de l'Initiative 3N se poursuivra en renforçant les axes sur la maîtrise de l'eau, l'approche chaîne de valeur, la restauration des bases productives et la maîtrise des concepts de résilience impliquant tous les acteurs à tous les niveaux. Cela se traduira par la prise en compte des aspects ci-après :

- La maîtrise de l'eau aux fins de productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques ;
- Les questions liées à la commercialisation des produits de manière à inscrire nos productions dans les chaînes de valeur et transformer notre agriculture de subsistance en une agriculture marchande, pourvoyeuse de revenus substantiels à nos producteurs ruraux ;
- La réalisation d'infrastructures de mise en marchés des produits agro-sylvo-pastoraux et/ou halieutiques (pistes de desserte, comptoirs de commercialisation, magasins de stockages, contrôle de qualité et conditionnement, etc.) et de leur transformation dans le but de leur apporter une valeur ajoutée doit être privilégiée ;
- La promotion de nouveaux types d'acteurs en agriculture et en élevage ainsi que la professionnalisation de ces métiers ;
- La mise en place d'un programme de renforcement des capacités à tous les niveaux particulièrement sur les communes à travers les cadres de concertation communaux.
- Un accent mis d'avantage sur la prévention de la malnutrition d'une part et de l'impact des chocs d'autre part, à travers des investissements multisectoriels de long terme et non pas uniquement des réponses curatives ponctuelles répétitives.
- La poursuite des chantiers de réformes complémentaires :
 - Le dispositif d'appui conseil aux producteurs,
 - Le mécanisme innovant de financement : Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN),
 - L'amorce de concertation sur les questions foncières,
 - La multiplication des projets de Partenariat-Public-Privé (PPP),
- Une évaluation externe de la mise en œuvre de la Stratégie de l'Initiative 3N.

CONCLUSION

Après 5 ans de mise en œuvre, l'Initiative 3N a enregistré des résultats significatifs par la concrétisation d'importants chantiers. Plusieurs réalisations ont été obtenues dans plusieurs domaines, contribuant à la satisfaction des besoins essentiels des populations.

En effet, les efforts conjugués sous cette impulsion insufflée par le HC3N ont permis d'atteindre des résultats significatifs. Il ressort des taux d'exécution technique et financières fort appréciable des activités programmées dans le cadre des programmes prioritaires d'investissement, ce en y incluant le programme d'urgence.

En conséquence de ces résultats et en raison d'investissements importants (1 194,36 milliards de FCFA dont 278,65 milliards de FCFA de l'Etat) à travers un peu plus de 160 projets et programmes (achevés ou en cours) sur la période 2012-2015, les acquis qui suivent peuvent être illustrés.

Les tendances doivent se maintenir pour maintenir la croissance à deux chiffres, car toutes les bases sont mises en place.

Les difficultés qui ont émaillé la mise en œuvre sont de plusieurs ordres : difficultés au démarrage dues à des conditions agro-climatiques difficiles et imprévisibles, difficultés de compréhension de la stratégie elle-même par les acteurs et la faiblesse de capacités des administrations à consommer les crédits.

Le constat qui se dégage de la mise en œuvre du premier plan d'investissement de la stratégie de l'Initiative 3N est qu'il reste encore approprié et pertinent pour orienter le prochain plan d'investissement. Toutefois, la priorité doit être accordée aux investissements productifs et au renforcement de la capacité des acteurs de manière à mieux susciter l'adhésion des populations. Cela se traduira par la prise en compte des aspects ci-après :

- La maîtrise de l'eau aux fins de productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques ;
- Les questions liées à la commercialisation des produits de manière à inscrire nos productions dans les chaînes de valeur et transformer notre agriculture de subsistance en une agriculture marchande, pourvoyeuse de revenus substantiels à nos producteurs ruraux ;
- La réalisation d'infrastructures de mise en marchés des produits agro-sylvo-pastoraux et/ou halieutiques (pistes de desserte, comptoirs de commercialisation, magasins de stockages, contrôle de qualité et conditionnement, etc.) et de leur transformation dans le but de leur apporter une valeur ajoutée doit être privilégiée ;
- La promotion de nouveaux types d'acteurs en agriculture et en élevage ainsi que la professionnalisation de ces métiers ;
- La mise en place d'un programme de renforcement des capacités à tous les niveaux particulièrement sur les communes à travers les cadres de concertation communaux ;
- Un accent mis d'avantage sur la prévention de la malnutrition d'une part et de l'impact des chocs d'autre part, à travers des investissements multisectoriels de long terme et non pas uniquement des réponses curatives ponctuelles répétitives.

D'autres besoins de réajustement résultent des évolutions de l'environnement institutionnel dans lequel le Niger s'insère. Entre 2012 et 2015, le Niger a adhéré à plusieurs mouvements internationaux, continentaux et régionaux, et les engagements pris en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent être incorporés dans la Programmation de l'Initiative 3N. Il convient notamment de citer les processus SUN (« Scaling UP Nutrition ») et REACH (« Renew Effort Against Child Hunger and undernutrition »), l'initiative « Défi Faim Zéro », AGIR (« Alliance Globale pour les Initiatives de Résilience »), « Plateforme pour la gestion des risques agricoles » et « Agriculture intelligente (ou résiliente) face au climat », et bien d'autres évolutions contextuelles, qui seront repérées et analysées.

Le sous-financement de certaines activités structurantes du premier Plan d'investissement de l'Initiative 3N explique en partie le niveau insuffisant de réalisation de certaines cibles. Par conséquent, certaines thématiques méritent à être reconduites et renforcées en financement dans le cadre de la programmation à venir.

Ainsi, les bases productives sont aujourd'hui aptes à recevoir les technologies de toutes sortes et les efforts seront poursuivis en particulier en matière d'irrigation, de renforcement des chaînes de valeur et de prévention de la malnutrition et des crises alimentaires en vue de continuer dans la voie d'un développement durable et résilient.